

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50  
Par porteur ou par la poste,  
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décrets du 28 décembre 1934**, portant publication de l'accord et de l'avenant à l'arrangement relatifs aux *payements et échanges commerciaux franco allemands* signés à Paris le 30 novembre 1934. (*Arrêté de promulgation du 25 janvier 1935*). 94
- Circulaire ministérielle du 26 décembre 1934**, relative aux *attribution des gouverneurs*. 96

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 21 janvier 1935**, portant nomination de *membres du conseil d'administration*. 96
- Arrêté du 23 janvier 1935**, portant *réorganisation du service des courriers postaux entre le Togo et le Dahomey*. 97
- Arrêté du 23 janvier 1935**, abrogeant l'arrêté du 31 décembre 1934 mettant le cercle de Mango sous le *régime de danger imminent*. 97
- Arrêté du 24 janvier 1935**, mettant en *observation sanitaire* les bateaux en provenance de la Côte d'Ivoire. 97
- Arrêté du 24 janvier 1935**, approuvant et rendant exécutoires divers *rôles supplémentaires* afférents à l'exercice 1934. 98

- Arrêté du 25 janvier 1935**, approuvant et rendant exécutoires divers *rôles primitifs* afférents à l'exercice 1935. 99
- Arrêté du 26 janvier 1935**, réglant les conditions d'occupation des locaux affectés au *logement des fonctionnaires et agents en service au Togo*. 100
- Arrêté du 27 janvier 1935**, réglant les *poursuites en matière de contributions directes et taxes assimilées* et de dettes envers le service local. 100
- Arrêté du 27 janvier 1935**, créant un *sous-ordonnement* à Lomé. 106
- Arrêté du 27 janvier 1935**, modifiant celui du 26 septembre 1934 portant codification de *l'inspection des produits*. 106
- Arrêté du 27 janvier 1935**, portant admission en non-valeurs de *cotes irrécouvrables* afférentes à l'exercice 1933. 107
- Arrêté du 27 janvier 1935**, portant création de *sociétés indigènes de prévoyance*, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo et approuvant les statuts de sociétés. 108
- Arrêté du 27 janvier 1935**, portant modifications aux *tarifs du chemin de fer*. 108
- Arrêté du 27 janvier 1935**, portant *ouverture de haltes au trafic P. V.* par wagons complets. 109
- Arrêté du 27 janvier 1935**, nommant un *sous ordonnateur* et un *ordonnateur-matière*. 110
- Arrêté du 27 janvier 1935**, portant *création d'une agence intermédiaire* à Lomé-Subdivision. 110
- Arrêté du 30 janvier 1935**, fixant le nombre des *allocations accordées* aux chefs indigènes pour services rendus pour 1934, ainsi que les noms des bénéficiaires et le montant pour chacun d'eux. 110

<b>Arrêté du 30 janvier 1935</b> , fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire.	112
<b>Arrêté du 30 janvier 1935</b> , portant versement du produit de la <i>taxe spéciale sur les cacao</i> s originaires du Togo et exportés à destination de la métropole au compte hors budget « Recettes à classer au service local ».	113
<b>Arrêté du 30 janvier 1935</b> , fixant pour 1935 les <i>taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance</i> , de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo.	113
<b>Arrêté du 4 février 1935</b> , supprimant le dispensaire d'Akaba.	114
<b>Décision du 24 janvier 1935</b> , nommant un <i>membre du conseil d'administration</i> .	114
<b>Ordre de service du 29 janvier 1935</b> , relatif à la <i>bibliothèque centrale</i> .	114
<b>Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène</b>	114
<b>Commissions</b>	120
<b>Commissions d'enquête</b>	120
<b>Ecole professionnelle</b>	121
<b>Enseignement</b>	121
<b>Tarifs de vente de l'énergie électrique</b>	121
<b>Avis aux navigateurs</b>	121
<b>Domaines</b>	122
<b>Etat des mouvements de la navigation du port de Lomé pendant le mois de janvier 1935.</b>	123
<b>Bulletin météorologique du mois de décembre 1934</b>	125

## PARTIE NON OFFICIELLE

<b>Annonces</b>	127
-----------------	-----

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Accords commerciaux franco-allemands

**ARRETE** N° 47 promulguant dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France les décrets du 28 décembre 1934 portant publication de l'accord et de l'avenant à l'arrangement relatifs aux paiements et échanges commerciaux franco-allemands signés à Paris le 30 novembre 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 28 décembre 1934 portant approbation et publication de l'accord de règlement des paiements commerciaux conclu entre la France et l'Allemagne le 30 novembre 1934;

Vu le décret du 28 décembre 1934 portant publication et mise en application provisoire d'un avenant à l'arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands du 28 juillet 1934 signé à Paris le 30 novembre 1934;

#### ARRETE :

**ARTICLE UNIQUE.** — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France les décrets du 28 décembre 1934 le 1<sup>er</sup> portant approbation et publication de l'accord de règlement des paiements commerciaux conclus entre la France et l'Allemagne le 30 novembre 1934;

le 2<sup>o</sup> portant publication et mise en application provisoire d'un avenant à l'arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands du 28 juillet 1934, signé à Paris le 30 novembre 1934.

Lomé, le 25 janvier 1935.

BOURGINE.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu le décret du 28 juillet 1934 portant publication et mise en application de l'accord franco-allemand sur les paiements commerciaux signé à Berlin le 28 juillet 1934;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre des finances, du ministre de l'agriculture, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies;

#### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — L'accord franco-allemand conclu à Paris le 30 novembre 1934 prorogeant l'accord entre les gouvernements français et allemand sur les paiements commerciaux du 28 juillet 1934, accord dont la teneur suit, est approuvé, sera inséré au journal officiel et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1935.

#### ACCORD

PROROGANT L'ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS  
FRANÇAIS ET ALLEMAND  
SUR LES PAYEMENTS COMMERCIAUX DU 28 JUILLET 1934.

**ARTICLE PREMIER.** — L'accord conclu entre les gouvernements français et allemand sur les paiements commerciaux le 28 juillet 1934 est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1935.

Toutefois, si au cours de cette période les relations économiques générales entre les deux pays se trouvaient modifiées du fait d'événements nouveaux, les hautes parties contractantes engageraient immédiatement des négociations en vue de fixer le régime des paiements commerciaux qui devrait se substituer, à partir d'une date à fixer et qui pourrait être antérieure au 1<sup>er</sup> avril 1935, au régime établi par le présent accord.

ART. 2. — Si l'accord n'était pas renouvelé, le mécanisme qu'il a institué continuerait à jouer jusqu'à liquidation complète de part et d'autre des créances qui ont pour origine la vente des marchandises expédiées avant la date d'expiration dudit accord. Dans le cas particulier où des créances non réglées resteraient au crédit de la France, l'office franco-allemand des paiements commerciaux prélèverait sur le montant des importations allemandes en France les 15,75 p. 100 fixés par l'article 5 de l'accord du 28 juillet 1934, et affecterait le solde, dans les proportions respectives de 70 et 30 p. 100 à l'apurement des retards de paiement et au règlement des ventes de marchandises françaises expédiées après la date d'expiration de l'accord et correspondant à des besoins de l'économie allemande.

Les proportions fixées ci-dessus pourraient être modifiées si les deux gouvernements en tombaient d'accord au moment de la liquidation du clearing.

ART. 3. — Sont supprimés de l'accord sur les paiements commerciaux du 28 juillet 1934 les articles 9, 10, premier alinéa, 11 et 12.

Fait à Paris, en double exemplaire, en français et en allemand, le 30 novembre 1934.

Pour le Gouvernement français :

Pierre LAVAL.

Paul MARCHANDEAU.

L. B. CRAPONNE.

Pour le gouvernement allemand :

Roland KOESTER.

Karl RITTER.

ART. 2. — Le présent décret modifie, pour autant que nécessaire, le décret précité du 28 juillet 1934.

ART. 3. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 décembre 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des affaires étrangères,*

Pierre LAVAL.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*

Paul MARCHANDEAU.

*Le ministre des finances,*

Germain MARTIN.

*Le ministre de l'agriculture,*

Emile CASSEZ.

*Le ministre de l'intérieur,*

Marcel RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*

Louis ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu la loi du 29 juillet 1919;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de l'agriculture, du ministre des colonies et du ministre des finances;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'avenant à l'arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands du 28 juillet 1934, signé à Paris le 30 novembre 1934, sera inséré au journal officiel.

Les dispositions qui y sont prévues sont applicables à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1935, en attendant leur approbation par le Sénat et la chambre des députés.

ART. 2. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de l'agriculture, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 décembre 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des affaires étrangères,*

Pierre LAVAL.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*

Paul MARCHANDEAU.

*Le ministre de l'agriculture,*

Emile CASSEZ.

*Le ministre des colonies,*

Louis ROLLIN.

*Le ministre des finances,*

Germain MARTIN.

## AVENANT

A L'ARRANGEMENT RELATIF AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX FRANCO-ALLEMANDS DU 28 JUILLET 1934.

Le gouvernement français et le gouvernement allemand sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — L'article 10 de l'arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands du 28 juillet 1934 est complété par l'alinéa suivant :

« Si, au cours de la première période de prorogation du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 1935, les relations économiques générales entre les deux pays se trouvaient modifiées du fait d'événements nouveaux, les hautes parties contractantes engageraient immédiatement des négociations en vue de fixer le régime des échanges commerciaux qui devrait se substituer, à partir d'une date à fixer et qui pourrait être antérieure au 1<sup>er</sup> avril 1935, au régime établi par l'arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands du 28 juillet 1934 ».

ART. 2. — Le présent avenant sera ratifié; l'échange des instruments de ratification aura lieu à Paris. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des

instruments de ratification. Néanmoins, les hautes parties contractantes sont d'accord pour le mettre en application à titre provisoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1935.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent avenant.

Fait à Paris, en double exemplaire, en français et en allemand, le 30 novembre 1934.

Signé : Paul MARCHANDEAU.

Signé : Pierre LAVAL.

Signé : L. B. CRAPONNE.

Signé : Roland KOESTER.

Signé : Karl RITTER.

#### Attributions des gouverneurs

Paris, le 26 décembre 1934.

CIRCULAIRE n° 592

LE MINISTRE DES COLONIES.

*A Messieurs les gouverneurs généraux, gouverneurs Commissaires de la République et administrateur des Iles St. Pierre et Miquelon.*

Les ordonnances et décrets organiques, en faisant de vous les dépositaires des pouvoirs de la République, ont marqué à maintes reprises, l'intention de vous conférer les prérogatives les plus étendues.

Ces textes, et nombre d'autres qui sont venus les compléter ou les modifier, pourraient me dispenser de confirmer la haute mission dont vous avez été investi par la décision qui vous a placé à la tête d'une colonie.

Il ne m'est pourtant pas apparu inutile d'en préciser la très large portée. De même que M. le Président du conseil a, récemment, cru devoir recommander aux préfets de nos Départements de ne « rester étrangers à aucune des affaires dans lesquelles « pourraient être en jeu, à un degré quelconque des intérêts autres que ceux offrant un caractère uniquement technique », je crois utile de vous rappeler qu'il entre dans vos attributions d'exercer une action éminente sur tous les services, sans aucune exception, même s'ils sont l'émanation d'une direction d'administrations métropolitaines.

Vous devez jouer ce rôle directeur élargi et ne sauriez vous dispenser de l'exercer parce qu'il est la légitime contre-partie du contrôle moral et social qui vous incombe pour raffermir, entre l'administration française et les populations confiées à vos soins, les liens d'affection mutuelle qui sont à la base de l'œuvre colonisatrice française.

Si la charge dont vous êtes investis vous confère les attributions les plus complètes, elle vous crée aussi des obligations que votre éloignement de la Mère-Patrie rend bien plus impératives encore que celles qui reviennent aux préfets de la métropole.

La première d'entre toutes est de conserver un con-

tact étroit avec le ministre des colonies, de le tenir au courant non seulement des faits accomplis pour lesquels vous avez besoin de son concours direct et immédiat, mais encore — pour qu'il puisse être possible de donner à l'ensemble de nos possessions une impulsion unique de lui faire part, au préalable, de l'orientation que vous comptez donner à votre administration, de vos projets d'avenir et même, éventuellement, de vos appréhensions les plus confidentielles.

En travaillant dans cet esprit d'étroite solidarité vous devez vous pénétrer de cette vérité constante que l'active collaboration du chef du Département, responsable devant le parlement, vous est acquise par avance; vous pouvez être assurés de sa large compréhension des difficultés que vous rencontrez, de son désir de voir prendre dans une atmosphère de confiance réciproque les décisions intéressant notre France d'outre-mer.

C'est en soulignant le besoin de cette liaison nécessaire entre le ministère des colonies et les chefs de nos possessions que je vous demande de m'accuser réception de la présente circulaire, en vous priant de bien vouloir en assurer l'insertion au journal officiel local.

Louis ROLLIN.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Conseil d'administration

ARRETE N° 36 portant nomination de membres du conseil d'administration.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres notables du conseil d'administration du Togo pour une durée de deux ans :

M. M. BARETTE, citoyen français,  
OLYPIO, notable du Togo.

ART. 2. — Sont nommés membres notables suppléants du conseil d'administration du Togo pour une durée de deux ans :

Me. VITTI, citoyen français,  
M. William MENSAH, notable du Togo.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 janvier 1935.

BOURGINE.

**Courriers postaux**

*ARRETE N° 37 portant réorganisation du service des courriers postaux entre le Togo et le Dahomey.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Sur la proposition du chef du service des P. T. T.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un courrier postal quotidien destiné à relier le Togo et le Dahomey est créé entre Anécho et Grand-Popo.

La marche de ce courrier est fixée selon le tableau ci-après :

*Pour le Togo :*

Départ d'Anécho à 5 h. 30,

Arrivée à Grand-Popo à 8 h. 30,

Départ de Grand-Popo à 15 h. 30,

Arrivée à Anécho à 18 h. 30.

ART. 2. — Le territoire du Togo participera dans la proportion de un tiers dans la dépense mensuelle du salaire du courrier cycliste.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 janvier 1935.

BOURGINE.

**Police sanitaire**

*ARRETE N° 39 abrogeant l'arrêté n° 665 du 31 décembre 1934.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et défensif destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu l'arrêté n° 665 en date du 31 décembre 1934, mettant le cercle de Mango sous le régime de danger imminent;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun nouveau cas suspect de fièvre jaune n'ayant été signalé dans le cercle de Mango depuis le 29 décembre 1934, l'arrêté n° 665 susvisé est abrogé à la date du 22 janvier 1935.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 janvier 1935.

BOURGINE.

**Observation sanitaire**

*ARRETE N° 42 mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de la Côte d'Ivoire.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu le télégramme n° 55 en date du 19 janvier 1935 de M. le lieutenant-gouverneur de la Côte d'Ivoire notifiant l'existence d'un cas mortel de maladie dix survenu chez un indigène à Dimbokro le dix-neuf janvier;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à nouvel ordre les passagers européens ou assimilés en provenance de la Côte d'Ivoire débarquant au Togo seront soumis pendant 4 jours consécutifs à une visite sanitaire quotidienne et devront dans ce but se présenter chaque matin au médecin de la subdivision sanitaire du port de débarquement. Dans le cas où, avant l'expiration de cette période de quatre jours, ils désireraient quitter le port de débarquement pour se rendre dans une autre localité du Territoire, ils devront être munis d'un passeport sanitaire à présenter à l'autorité sanitaire du lieu de destination afin d'y achever leur période d'observation de quatre jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans un hôpital, soit dans un lazaret, soit à leur domicile.

Les passagers indigènes à destination du Togo, qui présenteront à l'arrivée un passeport sanitaire délivré par les autorités sanitaires de la Côte d'Ivoire seront soumis pendant quatre jours à une visite sanitaire quotidienne et devront dans ce but se présenter chaque matin au médecin de la subdivision sanitaire du port de débarquement. Les passagers indigènes débarquant au Togo sans passeport sanitaire seront placés sous ce régime dès leur arrivée.

La désinfection des bagages des passagers européens ou indigènes débarquant au Togo pourra être éventuellement prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

Les marchandises en provenance de la Côte d'Ivoire pourront être également, si l'autorité sanitaire le juge utile, soumises à la désinfection.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Anécho sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 24 janvier 1935.

BOURGINE.

## Rôles supplémentaires

Par arrêté en date du :

24 janvier 1935. — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1934 dont détail ci-après :

N <sup>os</sup>	CERCLES	NATURE DE L'IMPÔT	PRINCIPAL	Centimes additionnels		TOTAL
				Budget local	Commune Mixte	
359	Lomé (C.M.)	Impôt personnel & taxe add.	807,50	—	52,00	859,50
360	—	—	167,50	—	13,00	180,50
361	— (T.)	—	1.735,75	—	117,00	1.852,75
362	Atakpamé	—	440,25	—	—	440,25
363	—	—	1.316,50	—	—	1.316,50
364	—	—	151,00	—	—	151,00
365	Lomé (C.M.)	Impôt personnel indigène	420,00	—	42,00	462,00
366	—	—	220,00	—	22,00	242,00
367	—	—	3.700,00	—	370,00	4.070,00
368	—	—	140,00	—	—	140,00
369	—	—	160,00	—	—	160,00
370	— (Tsévié)	—	6.200,00	—	—	6.200,00
371	Anécho	—	210,00	—	—	210,00
372	Sokodé	—	300,00	—	—	300,00
373	Lomé (C.M.)	Population flottante	160,00	—	16,00	176,00
374	— (Subd.)	—	40,00	—	—	40,00
375	— (Tsévié)	—	920,00	—	—	920,00
376	Anécho	—	120,00	—	—	120,00
377	Sokodé	—	40,00	—	—	40,00
378	— (B)	—	80,00	—	—	80,00
379	Mangó	—	1.880,00	—	—	1.880,00
380	Lomé (C.M.)	Rachat prestation européenne	60,00	—	—	60,00
381	— (T)	—	480,00	—	—	480,00
382	Atakpamé	—	60,00	—	—	60,00
383	—	—	240,00	—	—	240,00
384	Lomé (C.M.)	Rachat prestation indigène	36,00	—	—	36,00
385	—	—	120,00	—	—	120,00
386	—	—	108,00	—	—	108,00
387	—	—	36,00	—	—	36,00
388	—	—	3.150,00	—	—	3.150,00
389	— (Subd.)	—	144,00	—	—	144,00
390	—	—	36,00	—	—	36,00
391	— (Tsévié)	—	4.212,00	—	—	4.212,00
392	Anécho	—	54,00	—	—	54,00
393	Atakpamé	—	18,00	—	—	18,00
394	Sokodé	—	180,00	—	—	180,00
395	Lomé (C.M.)	Patentes	4.952,50	1.733,36	495,25	7.181,11
396	— (Subd.)	—	155,00	54,25	—	209,25
397	— (Tsévié)	—	400,00	140,00	—	540,00
398	Anécho	—	950,00	332,50	—	1.282,50
398 <sup>bis</sup>	Klouto	—	1.075,00	376,24	—	1.451,24
399	Sokodé	—	90,00	31,50	—	121,50
400	— (L.X.)	—	255,00	89,25	—	344,25
401	Lomé (C.M.)	Licences	1.000,00	500,00	100,00	1.600,00
402	— (Tsévié)	—	75,00	37,50	—	112,50
403	Anécho	—	75,00	37,50	—	112,50
404	Lomé (C.M.)	Armes perfectionnées	280,00	—	28,00	308,00
405	Atakpamé	—	20,00	—	—	20,00
406	Klouto	—	160,00	—	—	160,00
407	—	—	1.020,00	—	—	1.020,00
408	Sokodé	—	40,00	—	—	40,00
409	— (L.X.)	—	80,00	—	—	80,00

Nos	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	Centimes additionnels		TOTAL
				Budget local	Commune Mixte	
410	Lomé (C.M.)	Armes non perfectionnées	20,00	—	2,00	22,00
411	— (Subd.)	—	10.640,00	—	—	10.640,00
412	— (Tssvié)	—	5.980,00	—	—	5.980,00
413	Anécho	—	21.060,00	—	—	21.060,00
413 <sup>bis</sup>	Atakpamé	—	16.740,00	—	—	16.740,00
414	Mango	—	3.440,00	—	—	3.440,00
415	Lomé (C.M.)	Véhicules	925,00	277,50	92,50	1.295,00
416	—	—	5.580,00	1.674,00	558,00	7.812,00
417	— (Subd.)	—	200,00	60,00	—	260,00
418	— (Tssvié)	—	445,00	133,50	—	578,50
419	Anécho	—	1.075,00	322,50	—	1.397,50
420	Klouto	—	1.310,00	393,00	—	1.703,00
421	Sokodé	—	125,00	37,50	—	162,50
422	— (B)	—	40,00	12,00	—	52,00
423	Mango	—	40,00	12,00	—	52,00
424	Lomé (C.M.)	Taxe d'hygiène	630,00	—	—	630,00
425	—	—	70,00	—	—	70,00
426	Atakpamé	—	70,00	—	—	70,00
427	—	—	280,00	—	—	280,00
428	Lomé (C.M.)	Taxe d'A. M. I.	2.220,00	—	—	2.220,00
429	—	—	110,00	—	—	110,00
430	—	—	210,00	—	—	210,00
431	—	—	280,00	—	—	280,00
432	—	—	70,00	—	—	70,00
433	—	—	96,00	—	—	96,00
434	— (Tssvié)	—	3.720,00	—	—	3.720,00
435	Anécho	—	105,00	—	—	105,00
436	Atakpamé	—	70,00	—	—	70,00
437	Sokodé	—	150,00	—	—	150,00

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 31 janvier 1935.

#### Rôles primitifs :

Par arrêté en date du :

25 janvier 1935. — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1935, dont détail ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	Centimes additionnels		TOTAL
				Budget local	Commune Mixte	
106	Klouto	Impôt personnel indigène	213.680	—	—	213.680,00
107	—	Rachat prestation indigène	128.208	—	—	128.208,00
108	—	Taxe d'A. M. I.	128.208	—	—	128.208,00
109	—	Véhicules	18.500	5.550	—	24.050,00
110	Lomé (C.M.)	Impôt foncier	352	—	35,20	387,20
111	—	—	7.380	—	738,00	8.118,00
112	—	—	8.167	—	816,70	8.983,70
113	—	—	16.906	—	1.690,60	18.596,60
114	—	Armes perfectionnées	1.240	—	124,00	1.364,00
115	—	—	640	—	64,00	704,00
116	— (Sub.)	—	180	—	—	180,00
117	— (C.M.)	Véhicules	24.400	7.320	2.440,00	34.160,00
118	—	—	17.700	5.310	1.770,00	24.780,00

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 31 janvier 1935.

**Logement des fonctionnaires**

**ARRETE N° 51 réglant les conditions d'occupation des locaux affectés au logement des fonctionnaires et agents en service au Togo.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les conditions d'occupation des locaux affectés au logement des fonctionnaires et agents en service au Togo sont les suivantes :

*a) logement*

Tout occupant est tenu :

1° — Au moment de la prise de possession, de faire établir un état des lieux et de le signer;

2° — En cours d'occupation d'avertir immédiatement le fonctionnaire chargé des logements de toute défectuosité reconnue dans l'habitation; infiltration d'eau; etc. . . .

3° — Huit jours avant son départ, d'aviser par écrit le fonctionnaire chargé des logements et de requérir la constatation de l'état des lieux;

4° — Le jour de son départ, de remettre les clés du local au fonctionnaire chargé des logements.

Si ces prescriptions ne sont pas observées, les réclamations ne seront pas admises, les dégradations et les manquants constatés après le départ ne pouvant être contestés.

*b) l'occupant s'interdit :*

1° — La faculté de loger plus de huit jours une personne quelconque dans le local mis à sa disposition sans une autorisation de l'administration;

2° — D'apporter une modification quelconque aux dispositions ou aménagements intérieurs ou extérieurs sans autorisation préalable de l'administration;

3° — De modifier la destination des pièces d'habitation;

4° — De faire pousser des plantes grimpantes le long des maisons;

5° — De planter des arbres à moins de 4 mètres de la maison ou des murs de clôture.

*c) l'occupant doit :*

Se conformer aux prescriptions des arrêtés d'hygiène et de voirie en ce qui concerne les précautions à prendre pour empêcher la formation des gîtes à moustiques, par conséquent :

1° — Eviter dans les cours et jardins les flaques d'eau stagnante;

2° — Faire vider quotidiennement et entièrement, puis faire brosser tous les récipients et bassins contenant de l'eau;

3° — Maintenir en bon état de propreté les cours et communs. Les balayures et déchets de toutes sortes doivent être enlevés chaque jour, les engrais animaux destinés à la fumure des jardins enfouis sans délai;

4° — Ne pas jeter sur la chaussée les eaux usées et faire des dépôts d'ordures sur la chaussée.

**AMEUBLEMENT**

1° — L'occupant est responsable des meubles et articles meublants qui se trouvent dans le logement mis à sa disposition. Il doit réclamer l'inventaire au moment de son entrée en jouissance et le signer. L'absence d'inventaire ou le défaut de signature ne dégage pas sa responsabilité;

2° — Les meubles et articles meublants doivent être constamment tenus en bon état de propreté. Les réparations, nettoyages, remises en état incombent à l'occupant qui est également tenu de rembourser la valeur des meubles et articles meublants brisés ou mis hors d'usage;

3° — Avant de quitter l'immeuble, l'occupant doit procéder à la remise de l'inventaire et acquitter les dépenses mises à sa charge pour défaut d'entretien, manquants, etc. . . .

Lorsqu'il néglige de procéder à cette remise les frais sont liquidés d'office par le comptable garde-meubles et nulle réclamation n'est admise.

Le mobilier est attaché à la maison; aucune mutation de meubles, aucune sortie du magasin des articles destinés à l'ameublement des logements, ne peuvent être faites sans une autorisation préalable du chef du Territoire ou de son délégué.

**ART. 2.** — Tout occupant d'un immeuble du Territoire s'engage du fait de son entrée dans le logement mis à sa disposition à observer strictement les prescriptions ci-dessus.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 janvier 1935.

BOURGINE.

**Poursuites en matière de contribution**

**ARRETE N° 52 réglementant les poursuites en matière de contributions directes et taxes assimilées, et de dettes envers le service local.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;



Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 105 du 6 juin 1922 fixant le règlement sur les poursuites, et le tarif général des poursuites en matière de contributions directes et taxes assimilées;

Vu l'arrêté du 30 août 1929 réglementant dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France l'impôt du timbre taxe sur les actes et conventions;

Vu l'approbation ministérielle donnée par lettre 45 du 14 décembre 1934;

Le conseil d'administration entendu;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le mode de poursuite usité pour les contributions directes est applicable aux produits ci-après :

1<sup>o</sup> — Ordres de recettes établis contre les débiteurs du service local visés à l'article 196 du décret du 30 décembre 1912;

2<sup>o</sup> — Taxes assimilées aux contributions directes établies au profit de la colonie, des communes, de la chambre de commerce et des établissements publics;

3<sup>o</sup> — Sommes dues, en vertu d'états ou contrats exécutoires, aux communes et chambre de commerce.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de recouvrement d'ordres de recettes, d'états exécutoires et de contrats exécutoires, si la partie intéressée fait opposition, les poursuites sont interrompues et le comptable transmet le dossier à l'autorité administrative chargée de suivre l'affaire devant la juridiction compétente.

ART. 2. — Le mode de poursuite ne saurait par contre, être employé pour les produits ci-après :

a) — Amendes et condamnations pécuniaires;

b) — Sommes dues en vertu de jugements, aux communes, chambre de commerce et établissements publics;

c) — Sommes dues en vertu de contrats exécutoires aux établissements publics;

d) — Produits des communes, chambre de commerce et établissements publics dont le recouvrement ne peut être poursuivi en vertu ni de rôles, ni d'états exécutoires (taxes assimilées aux contributions indirectes).

ART. 3. — La date d'exigibilité est celle fixée pour chacune des contributions ou taxes par les arrêtés les réglementant. — Dans tous les cas où la date d'exigibilité des impôts n'est pas indiquée par les règlements spéciaux à chaque contribution, le paiement doit être effectué dans les trois mois qui suivent la mise en recouvrement des rôles ou états exécutoires. — Le non paiement d'un terme à la date fixée rend exigible la totalité de la taxe.

Il est fait exception dans le cas où le contribuable quitterait le Territoire même temporairement avant les délais fixés. Dans ce cas la perception de la taxe due est effectuée à la diligence des comptables sans délai aucun.

ART. 4. — Les héritiers ou légataires peuvent être poursuivis solidairement et conjointement à raison

des contributions non encore payées, par leur auteur, tant que la mutation n'a pas été opérée par leurs soins sur les rôles.

Les greffiers, commissaires priseurs, huissiers notaires, syndics de faillite, séquestre, et autres dépositaires constitués débiteurs par l'effet de la loi, et dans l'exercice obligé de leurs fonctions, de deniers provenant de la réalisation de valeurs et d'objets mobiliers affectés au privilège du trésor ne doivent, sous leurs responsabilités, se dessaisir des sommes qui sont entre leurs mains qu'après s'être assurés que les impôts pouvant être dus par les contribuables du chef desquels les dites sommes proviennent ont été payées. En cas de non paiement, ils doivent préalablement à toute remise aux ayants droits, solder eux-mêmes les contributions qui restent dues.

ART. 5. — Le privilège attribué au trésor public sur les biens des débiteurs énumérés à l'article 1 s'exerce avant toute autre, sur les loyers et revenus des biens immeubles ainsi que tous meubles et autres objets mobiliers dont la saisie est autorisée par la loi, appartenant aux redevables et en quelque lieu qu'ils se trouvent.

ART. 6. — Le trésorier-payeur a seul qualité pour engager les poursuites et décerner contrainte contre les contribuables retardataires.

ART. 7. — Les poursuites avec frais ne peuvent être effectuées que par des porteurs de contraintes, désignés par arrêté du Commissaire de la République, dûment commissionnés et ayant prêté serment, devant le Commissaire de la République ou son délégué. — La commission des porteurs de contraintes peut être permanente. — Elle doit indiquer la résidence des intéressés et l'étendue de son ressort. — Des porteurs de contraintes ad-hoc peuvent être nommés dans les circonscriptions. — Ils prêtent serment devant le commandant de cercle.

ART. 8. — Les porteurs de contraintes, dans l'exercice de leurs fonctions doivent toujours être munis de leur commission. Ils la mentionnent dans leurs actes, et la présentent chaque fois qu'ils en sont requis.

ART. 9. — Dès la remise des rôles nominatifs aux chefs de circonscriptions, ceux-ci adressent aux contribuables et à leurs représentants des avertissements indiquant les noms, domicile du redevable, le numéro du rôle, le montant de sa contribution, la date de mise en recouvrement des rôles. — Avis est donné au trésorier-payeur de la date de remise des avertissements en ce qui concerne seulement les recouvrements directement effectués par lui ou par son préposé.

ART. 10. — L'agent chargé du recouvrement ou le comptable chargé de la perception (trésorier-payeur, préposé payeur, agents spéciaux) qui doit exercer des poursuites contre un contribuable retardataire, avise ce dernier par une sommation gratis donnée au do-

micile du redevable ou de son représentant, d'avoir à se libérer dans un délai de huit jours des termes échus de ses contributions — Cette sommation qui n'est soumise à aucune forme spéciale peut être adressée par la poste ou remise contre émargement sur un registre spécial.

ART. 11. — Si à l'expiration du délai de huit jours, le contribuable ou le débiteur ne s'est pas libéré, l'extrait du rôle, certifié conforme ou le dossier est adressé au Commissaire de la République pour être transmis au trésorier-payeur chargé d'engager les poursuites — La contrainte étant le pouvoir donné à l'agent de poursuivre.

ART. 12. — Les poursuites comprennent quatre degrés, savoir :

- 1<sup>o</sup> Degré — Sommation avec frais,
- 2<sup>o</sup> Degré — Commandement,
- 3<sup>o</sup> Degré — Saisie,
- 4<sup>o</sup> Degré — Vente.

La sommation avec frais est une poursuite administrative. Les tribunaux administratifs sont compétents pour statuer sur sa validité.

Les trois autres degrés constituent des poursuites judiciaires, c'est-à-dire, que, seuls les tribunaux judiciaires sont compétents pour statuer sur la validité intrinsèque de ces actes. Toutes contestations portant sur l'existence ou la quotité de la dette sont du ressort du conseil du contentieux administratif.

ART. 13. — Les sommations avec frais sont notifiées au moyen de bulletins de sommation rédigés par le porteur de contraintes sur le vu de l'état des contribuables retardataires, dûment revêtus de la contrainte exécutoire à lui remis par le trésorier-payeur.

Les bulletins de sommation peuvent être déposés à la simple résidence des destinataires. — En cas d'absence, des contribuables et de toute autre personne apte à le recevoir, il les dépose entre les mains des chefs de circonscription ou de subdivision qui en donnent récépissé sur la contrainte. Chaque fois qu'elles ne sont pas remises au destinataire lui-même, elles doivent être déposées fermées et cachetées par le porteur de contrainte.

ART. 14. — Le commandement n'a lieu que trois jours francs après la sommation avec frais. Le commandement ne peut être signifié qu'en vertu d'une nouvelle contrainte qui désigne nominativement le contribuable ou le débiteur. Cette nouvelle contrainte comprend l'ordre de procéder à la saisie si le retardataire ne se libère pas dans le délai de trois jours à compter de la signification du commandement.

Le commandement est rédigé en original et en copie.

En cas d'absence du redevable ou de son représentant le commandement peut être valablement signifié au bureau des chefs de circonscriptions ou de subdivisions.

ART. 15. — La saisie ne peut avoir lieu que trois jours au moins après la signification du commandement. Elle est effectuée en vertu de la même contrainte. — La saisie est faite pour tous les termes échus des contributions et pour ceux qui seront devenus exigibles au jour de la vente, quoique le commandement ait exprimé une somme moindre.

En cas de présomption d'enlèvement furtif des meubles ou des fruits, et lorsqu'il y a lieu de craindre la disparition du gage de la contribution, le délai de trois jours peut être réduit tout en observant le délai d'un jour prescrit par l'article 583 du Code de procédure civile. En outre, l'acte de saisie peut être signifié un dimanche ou jour férié avec la permission du juge.

ART. 16. — Les saisies s'exécutent dans les formes prescrites par le titre VIII, livre V, du code de procédure civile. Il est dressé un procès-verbal de saisie.

ART. 17. — Dans le cas d'insolvabilité notoire les porteurs de contrainte devront se borner à obtenir un certificat du chef de circonscription ou de subdivision attestant l'indigence des contribuables. — Un procès-verbal de carence est dressé en double expédition dont l'une est remise au trésorier-payeur comme pièce justificative à l'appui des états de cotes irrécouvrables.

ART. 18. — Aucune vente ne peut s'effectuer qu'en vertu d'une autorisation spéciale du Commissaire de la République, accordée sur la demande du trésorier-payeur.

ART. 19. — Les ventes ne peuvent avoir lieu que huit jours après l'autorisation donnée par le Commissaire de la République. — Ce délai peut être abrégé avec l'autorisation du Commissaire de la République lorsqu'il y a lieu de craindre le dépérissement des objets saisis.

Elles sont faites dans les formes prescrites par le code de procédure civile pour les ventes effectuées par autorité de justice par les soins du commissaire priseur ou à défaut par le porteur de contraintes.

Elles donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

L'agent de perception doit être présent ou représenté lors de la vente et doit donner aussitôt quittance sous réserve de restitution ultérieure, s'il y a lieu.

Les porteurs de contraintes ou commissaires priseurs sont tenus, sous leurs responsabilités de discontinuer la vente aussitôt que son produit est suffisant pour solder le montant des contributions dues, les frais de poursuite et le montant des créances pour lesquelles des oppositions auraient été formées sur le produit de la vente.

#### OPPOSITION REVENDEICATIONS — MESURES CONSERVATOIRES

ART. 20. — Si, au moment où l'agent de poursuites vient pour effectuer la saisie, le contribuable se libère,

la saisie est suspendue et quittance provisoire ou définitive lui est donnée.

ART. 21. — La saisie est exécutée nonobstant toute opposition sauf en ce qui concerne les poursuites relatives à des recouvrements effectués par ordre de recette ou de reversement, ainsi qu'aux recouvrements effectués en vertu d'état ou de contrats exécutoires au profit de la chambre de commerce.

Dans ce dernier cas, le trésorier, saisi de l'opposition, transmet le dossier au Commissaire de la République qui est chargé de suivre l'affaire devant la juridiction compétente.

ART. 22. — En cas de revendications de meubles et effets saisis, l'opposition n'est recevable devant le tribunal qu'après que le revendiquant l'ait, par un mémoire énonciatif des preuves de propriété, et appuyé des pièces justificatives, soumis au Commissaire de la République.

L'action en revendication ne peut être portée devant le tribunal compétent qu'un mois après que l'autorité administrative aura été saisie.

En attendant le prononcé du jugement, toutes mesures conservatoires sont prises par l'agent de poursuites.

ART. 23. — Lorsque l'agent des poursuites ne peut exécuter sa commission parce que les portes sont fermées ou que l'ouverture en a été refusée, il établit un gardien aux portes et avise sans délai l'autorité administrative qui autorise l'ouverture des locaux. Le représentant du gouvernement doit assister à cette ouverture et à la saisie et signe le procès-verbal où mention est faite de l'incident.

ART. 24. — Des mesures conservatoires sont prises en cas d'enlèvement furtif d'objets constituant le gage de la contribution.

ART. 25. — A défaut de paiement des contributions soit par les dépositaires ou débiteurs indiqués aux articles 3 et 4, soit par tous autres débiteurs de deniers provenant d'un redevable, le trésorier-payeur fait entre les mains des dites dépositaires et débiteurs une saisie-arrêt ou opposition.

La saisie ne doit être employée que dans le cas où les deniers ne sont pas affectés au privilège du trésor. Dans le cas contraire, il y a lieu de procéder par voie de sommation directe au tiers détenteur.

ART. 26. — La saisie-arrêt s'opère à la requête du trésorier-payeur sans autorisation préalable et suivant les formes prévues par le code de procédure civile.

#### OPÉRATIONS COMPTABLES — RESPONSABILITÉ

ART. 27. — Le trésorier-payeur devant faire l'avance des frais de poursuite, les agents spéciaux ou comptables du trésor ne doivent rembourser les dits frais aux porteurs de contraintes que sur le vu de l'état des frais délivré par le trésorier-payeur.

ART. 28. — Tous les actes de poursuites délivrés par les porteurs de contraintes, doivent, sous peine de nullité, relater le prix auquel ils ont été taxés.

ART. 29. — Les actes et pièces relatifs au commandement, saisies et ventes, et tous actes ayant pour objet le recouvrement des contributions directes et taxes assimilées, ainsi que les actes et pièces relatifs aux poursuites sont exemptés de la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Cette exemption s'étend aux originaux et copies des actes accessoires et s'applique au timbre des placards exigés par l'article 617 du code de procédure civile pour annoncer la vente, mais ne s'étend pas au timbre de quittance auquel est assujéti le reçu donné par le porteur de contraintes ou le commissaire priseur au moment du paiement des émoluments dus en raison de la notification des actes.

ART. 30. — Toute saisie ou vente faite contrairement aux formalités prescrites par le présent arrêté peut donner lieu à des poursuites contre ceux qui y ont procédé et les frais restent à leur charge.

ART. 31. — En cas d'injures et de rébellion contre les agents de poursuites, ceux-ci se retirent auprès du chef de circonscription ou de subdivision pour en dresser procès-verbal. Le procès-verbal est enregistré et envoyé au Commissaire de la République, lequel dénonce les faits au tribunal s'il y a lieu.

#### TARIFS DES ACTES

ART. 32. — Le tarif général des frais de poursuite à payer par les redevables est ainsi fixé :

1<sup>o</sup> — Sommation avec frais et à tiers détenteur 2 % du montant du débet ;

2<sup>o</sup> — Commandement 3 % du montant du débet ;

3<sup>o</sup> — Saisie (quelqu'en soit la nature :

Saisie arrêt, saisie brandon, saisie exécutoire, saisie interrompue) 5 % du montant du débet ;

4<sup>o</sup> — Récolement sur saisie antérieure 2,5 % du montant du débet ;

5<sup>o</sup> — Signification de vente 2,5 % du montant du débet ;

6<sup>o</sup> — Affiches 2,5 % du montant du débet ;

7<sup>o</sup> — Récolement avant la vente 2,5 % du montant du débet ;

8<sup>o</sup> — Procès-verbal de vente 2,5 % du montant du débet.

Tous ces frais comportent un minimum de 0,40 pour les sommations avec frais ou à tiers détenteurs et de 4 francs pour les autres actes.

Par débet il convient d'entendre la masse de l'impôt et le coût des actes antérieurement signifiés.

ART. 33. — Chaque tarif indiqué ci-dessus concerne un exploit ou un procès-verbal unique avec les copies réglementaires.

C'est ainsi que le commandement comprend : l'exploit original et la copie au débiteur poursuivi.

La saisie arrêt : l'exploit de saisie et la copie au tiers saisi (à l'exclusion de la dénonciation et de la contre dénonciation).

La saisie brandon : le procès-verbal de saisie et les copies ou au saisi, au gardien du séquestre et au maire, chef de circonscription ou chef de subdivision (y compris le visa du maire ou chef de circonscription ou du chef de subdivision).

La saisie exécutoire : le procès-verbal de saisie et les copies au saisi et au gardien si le saisi n'est pas gardien.

Le récolement sur saisie antérieure : le procès-verbal de récolement et les copies au saisissant, au saisi et au gardien, si le saisi n'est pas gardien.

La signification de vente : l'exploit de signification et la copie au saisi.

Le récolement avant la vente, non plus que le procès-verbal de vente ne comporte normalement de copie.

Dans la rubrique « affiches » le tarif comporte le procès-verbal d'apposition, l'annexe et les quatre affiches exigées par l'article 617 du code de procédure civile.

Toutes les copies ou actes non compris dans l'énumération qui précède constituent des frais accessoires à la charge du redevable.

#### FRAIS ACCESSOIRES

ART. 34. — Sont également à la charge des redevables les frais accessoires ci-après :

Les frais de témoins;

Frais d'ouverture des portes;

Notification au saisi en cas de saisie-exécution hors de son domicile ou en son absence;

Notification au maire ou au parquet dans les cas prévus par les articles 68 et 69 du code de procédure civile;

Remise des actes sous enveloppe;

Copie supplémentaire au mari en cas de poursuites contre la femme;

Levée des états d'inscription grevant le fonds de commerce;

Dénonciation de la saisie-exécution aux créanciers inscrits sur les fonds de commerce;

Dénonciation de la saisie-brandon au gardien du séquestre non présent à la saisie;

Récolement, lorsque le gardien a obtenu décharge et qu'un nouveau gardien est établi;

Sommation au saisissant de faire vendre dans la huitaine les objets saisis;

Frais de garde des meubles ou récoltes saisis;

Frais de transport des objets saisis;

Honoraires dus au commissaire priseur sur le produit de la vente.

Allocation due, en dehors du cas de saisie-interrompue, lorsque, après déplacement de l'agent de poursuite, l'acte de poursuite n'est pas effectué à raison d'un incident provenant du fait de la partie qui devait être poursuivie.

Ces frais sont comptés aux redevables en conformité du tarif des salaires alloués aux porteurs de contraintes pour les actes qu'ils exécutent.

Les autres frais accessoires, tels que salaires des afficheurs, frais d'insertion dans les journaux, sont supportés par le trésor, les communes, les chambres de commerce ou les établissements publics au profit desquels les poursuites sont exercées.

#### TARIF DES SALAIRES À PAYER AUX PORTEURS DE CONTRAINTES EN MATIÈRE DE CONTRIBUTIONS DIRECTES, DE TAXES ET DE PRODUITS ASSIMILÉS

ART. 35. — Le salaire des porteurs de contraintes est fixé, suivant la nature des actes de poursuites qu'ils exécutent, par le tarif prévu au présent article. Ce salaire est payé à l'agent des poursuites sur la production des états récapitulatifs des poursuites effectuées, soumis au visa du Commissaire de la République après avis du trésorier-payeur.

Outre les salaires résultant de poursuites, les porteurs de contraintes peuvent percevoir une indemnité attribuée par décision du Commissaire de la République.

Ils inscrivent les actes par ordres de date sur un répertoire, coté et paraphé par le trésorier-payeur à Lomé et hors de ce centre, par le chef de la circonscription. Ils doivent présenter ce répertoire au visa des fonctionnaires ci-dessus lorsqu'ils en sont requis. L'inscription susvisée comporte le numéro de l'acte, sa nature, le nom de ou des intéressés, sa date, le détail du coût de l'acte.

Ils ne peuvent en aucun cas, ni sous aucun prétexte recevoir aucune somme des contribuables pour leur salaire ou pour les contributions.

#### TARIF PAR NATURE DES ACTES

##### 1<sup>o</sup> — Sommation avec frais et à tiers détenteur

Prix fixe pour chaque bulletin remis . . . . . 0,50

##### 2<sup>o</sup> — Commandement

Prix fixe pour l'original simple ou collectif et chaque copie signifiée . . . . . 2,00

##### 3<sup>o</sup> — Saisie-arrêt ou opposition

Pour une opposition (original et copie au tiers saisi) . . . . . 3,00

Dénonciation au saisi avec assignation en validité . . . . . 1,00

Dénonciation au tiers saisi de l'assignation en validité au débiteur (original et copie) . . . . . 1,50

Assignation au tiers saisi en déclaration affirmative (original et copie) . . . . . 1,50

##### 4<sup>o</sup> — Saisie-exécution

Procès-verbal de saisie (original) . . . . . 5,00

Copie au saisi ou, en cas d'absence, au maire ou à l'administrateur, chef de la circonscription ou de la subdivision . . . . . 1,00

Copie au gardien quand ce n'est pas le saisi . . . . .	1,00
Salaires de deux témoins à 4 francs chaque . . . . .	8,00
Si la saisie dure plus de trois heures pour chacune des vacations subséquentes aussi de trois heures . . . . .	4,00
Salaires des témoins pour chaque vacation supplémentaire à 2 francs l'un . . . . .	4,00

5° — *Saisie-brandon*

Procès-verbal (original) . . . . .	5,00
Copie à la partie . . . . .	1,00
Copie au gardien du séquestre . . . . .	1,00
Copie au maire ou à l'administrateur, chef de la circonscription ou de la subdivision . . . . .	1,00
6° — <i>Saisie-exécution interrompue</i> . . . . .	4,00
Salaires de deux témoins à 4 francs l'un . . . . .	8,00

7° — *Saisie-brandon interrompue*

Même taxe que ci-dessus, moins le salaire de deux témoins :

8° — *Frais de gardien pour la saisie exécution.*

Huit premiers jours à 2 francs chacun.

Jours suivants à 1 franc chacun.

9° — *Frais de gardien pour la saisie-brandon*

Gardien du séquestre à 50 centimes par jour.

Toute autre personne à 60 centimes par jour.

10° — *Procès-verbal de carence*

Porteurs de contraintes . . . . .	2,00
Deux témoins à 1 franc . . . . .	2,00

11° — *Frais de vente à la suite de la saisie-exécution*

Procès-verbal de recôlement avant la vente (original seulement) . . . . .	4,00
Salaire de deux témoins à 4 francs l'un . . . . .	8,00
Procès-verbal d'apposition d'affiches auquel sera joint l'original de l'affiche . . . . .	2,00
Original d'affiches et placards manuscrits . . . . .	2,00
Quatre affiches lorsque la vente aura lieu dans la commune à 1 franc chacune . . . . .	4,00
Une cinquième lorsque la vente se fera ailleurs . . . . .	1,00
Insertion de la vente au journal s'il en existe . . . . .	Mémoire
Transport des effets saisis au lieu de la vente (à régler par chef de circonscription ou de la subdivision d'après les prix locaux) . . . . .	Mémoire
Procès-verbal de vente, vacation par jour, (original seulement), la copie ou signification ne devant être délivrée que sur la demande de la partie . . . . .	6,00

Copie lorsqu'elle sera demandée . . . . .	2,00
NOTA. — Outre les frais dont détail précède, il peut y avoir lieu de payer ceux d'annonce de la vente . . . . .	Mémoire

12° — *Frais de vente à la suite de saisie-brandon*

Ils sont les mêmes que ceux de la vente sur saisie-exécution, excepté qu'il n'y a pas de témoins à salarier.

## ACTES EXTRAORDINAIRES

13° — Procès-verbal de recôlement en cas de saisie-exécution antérieure contenant sommation au premier saisissant de vendre (original) . . . . .	3,00
Copie au saisi . . . . .	1,00
Copie au gardien . . . . .	1,00
Salairé de deux témoins à 4 francs chacun . . . . .	8,00
14° — Même procès-verbal de recôlement en cas de saisie-brandon antérieure, contenant sommation au premier-saisissant de vendre (original) . . . . .	3,00
Copie au saisi . . . . .	1,00
Copie au gardien . . . . .	1,00
Copie au maire ou au chef de circonscription ou de subdivision . . . . .	1,00
15° — Procès-verbal de défaut de vente ou de renvoi (saisie-exécution) original . . . . .	3,00
Copie à la partie . . . . .	1,00
Copie au gardien . . . . .	1,00
16° — Procès-verbal de défaut de vente ou de renvoi (saisie-brandon) original . . . . .	3,00
Copie à la partie . . . . .	1,00
Copie au gardien . . . . .	1,00
Copie au maire ou au chef de circonscription ou de subdivision . . . . .	1,00
17° — Sommation à la partie saisie non domiciliée au lieu de la saisie, ou absente, de se trouver à la vente le jour indiqué au procès-verbal de renvoi . . . . .	3,00
18° — Procès-verbal constatant la non représentation des objets saisis (original sans copie) . . . . .	3,00
Salaire de deux témoins à 4 francs chacun . . . . .	8,00
19° — Sommation par le percepteur opposant de faire vendre dans la huitaine (original et copie) . . . . .	3,00
20° — Exploit d'opposition sur le prix d'une vente à la requête de tiers (original) . . . . .	3,00
Copie au saisissant . . . . .	1,00
Copie à l'huissier . . . . .	1,00
Toutes les fois que le porteur de contraintes doit exécuter des poursuites en dehors de sa résidence, il lui est alloué par kilomètre parcouru à l'aller et au retour, une indemnité fixée à 75 centimes sans que	

cette indemnité puisse jamais dépasser 20 francs. (Il ne sera dû aucun frais de transport pour les déplacements dans les limites des villes).

ART. 36. — *Honoraires dus aux commissaires priseurs en cas de vente.* —

Les commissaires priseurs auront droit :

1° — A une rétribution fixe de 15 francs par vacation de trois heures;

2° — A un droit proportionnel sur le produit de la vente de :

de 3% jusqu'à 5.000

de 2% de 5.000 à 25.000

de 1% de 25.000 à 50.000

de 0,50% au delà.

En cas de déplacement, ils pourront prétendre aux frais alloués aux porteurs de contraintes.

ART. 37. — *Taxe des frais.* —

La taxe des frais à recouvrer sur les redevables et à payer aux porteurs de contraintes sera effectuée par le Commissaire de la République ou son délégué sur la proposition du trésorier-payeur.

Les honoraires dus au commissaire priseur seront taxés par le juge.

ART. 38. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté, notamment l'arrêté n° 105 du 6 juin 1922.

ART. 39. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1935.

BOURGINE.

#### Sous ordonnancement

ARRETE N° 53 créant un sous ordonnancement à Lomé,

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué dans le ressort de la subdivision de Lomé un sous-ordonnateur pour les opérations suivantes du budget local et du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo, qui sont effectuées sur la caisse du préposé du trésor de Lomé.

*Recettes.* — Versement des recettes à percevoir pour le compte de l'un des budgets du Territoire.

*Dépenses.* — 1° — Mandatement de toutes les dépenses de matériel et de main d'œuvre des divers services qui fonctionnent à Lomé.

2° — Mandatement de toutes les dépenses afférentes aux achats de matériel faits à Lomé pour le compte des diverses circonscriptions du Territoire.

3° — Mandatement de la solde et des accessoires de solde du personnel en service dans la subdivision de Lomé et des fonctionnaires et agents en transit.

ART. 2. — Le sous-ordonnateur tiendra, dans les formes réglementaires la comptabilité des recettes et des dépenses pour les opérations qu'il aura effectuées et fournira les pièces périodiques, conformément aux instructions en vigueur.

ART. 3. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 23 novembre 1934 relatives aux attributions du chef du service des travaux publics, des chemins de fer et du wharf en matière d'engagement, de contrôle et de liquidation des dépenses afférentes au service restent en vigueur.

Il n'est rien changé non plus aux dispositions prises antérieurement en ce qui concerne l'exécution du budget annexe du chemin de fer, exercice 1934. Le chef du service demeure ordonnateur-délégué de ce budget jusqu'à la clôture des opérations.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1935.

BOURGINE.

#### Inspection des produits

ARRETE N° 55 modifiant celui du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 560 bis en date du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Vu les propositions du service de l'agriculture et après avis de la chambre de commerce;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 21, 22, 34 et 36 de l'arrêté n° 560 bis en date du 26 septembre 1934, portant codification de l'inspection des produits sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :



« Art. 21. — Le coton brut ou égrené doit être acheté sur les marchés classés prévus par les arrêtés locaux.

« Exceptionnellement, dans les villages de culture et champs administratifs où seront entreprises des cultures sélectionnées ou des essais d'introduction d'espèces nouvelles et dont la liste sera communiquée annuellement à la chambre de commerce, les achats pourront être faits sur place en vue de réserver la totalité des graines pour la distribution des semences.

« Art. 22. — Pour l'achat et la vente, les cotons seront classés en deux qualités :

« 1<sup>re</sup> qualité : comprenant le coton propre, pur de tout mélange.

« 2<sup>e</sup> qualité : le coton mélangé, sale ou taché.

« Art. 34. — En outre de l'indication de la qualité, chaque balle de coton devra porter, selon la provenance du produit l'une des désignations d'origine suivantes :

« *Togo-Klouto* — Pour le coton récolté dans le cercle de Klouto.

« *Togo-Lomé* — Pour le coton récolté dans le cercle de Lomé.

« *Togo-Anécho* — Pour le coton récolté dans le cercle d'Anécho.

« *Togo-Mono* — Pour le coton récolté à l'est du Mono.

« *Togo-Atakpamé* — Pour le coton récolté dans le cercle d'Atakpamé.

« *Togo-Sokodé* — Pour le coton récolté dans le cercle de Sokodé.

« *Togo-Mango* — Pour le coton récolté dans le cercle de Mango.

« Si le coton n'a pas été récolté dans le Territoire l'indication d'origine devra être celle de la colonie dont il provient (Dahomey, Gold-Coast, Côte-d'Ivoire).

« Art. 36. — Le vérificateur devra s'assurer que les indications des tickets de visite qu'il délivre conformément aux articles 7 et 8 ci-dessus, sont reproduites d'une façon très apparente sur chaque balle pour en permettre l'identification. La qualité sera spécifiée sur chaque balle par l'une des indications ci-après d'au moins 12 centimètres de haut.

« 1<sup>re</sup> qualité signifiant : coton bon.

« 2<sup>e</sup> qualité signifiant : coton moyen.

« 3<sup>e</sup> qualité signifiant : coton très sale.

« Le coton bon sera le coton blanc, exempt de tout corps étranger, y compris les graines, conforme au type standard du Havre (analogue au Suit Middling U. S.).

« Le coton moyen sera celui qui sera d'une classe moyenne analogue au Middling U. S.

« Le coton sale est celui qui sera d'une classe faible analogue au Low Middling U. S.

« Les exportateurs ne devront expédier que des lots homogènes ».

ART. 2. — Il est ajouté au même texte un article 37 bis ainsi conçu :

« Art. 37. bis — Dans le but d'uniformiser les méthodes d'appréciation de la qualité du coton, les vérificateurs indigènes du service de l'inspection des produits devront accomplir un stage de quinze jours au minimum à la station agricole de Nuatja, sous la direction du chef de cette station.

Les époques des stages successifs et le nombre de vérificateurs à y envoyer chaque fois seront déterminés par accord entre la chambre de commerce et la station de Nuatja.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1935.

BOURGINE.

#### Côtes irrécouvrables

ARRETE N° 56 portant admission en non-valeurs de côtes irrécouvrables afférentes à l'exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les états de côtes irrécouvrables prescrites par le commandant de cercle de Klouto;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont admises en non-valeurs les côtes irrécouvrables des contributions directes du cercle de Klouto, exercice 1933 ci-après désignées :

Impôt personnel et taxe additionnelle	400,00
Impôt indigène	570,00
Rachat prestations européen	120,00
Rachat prestations indigène	84,00
Taxe d'hygiène	200,00
Taxe d'assistance médicale indigène	293,00
Véhicules	3.965,00
Patentes	1.410,75
Licences	900,00

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1935.

BOURGINE.

**Sociétés de prévoyance**

**ARRETE N° 57 portant création de sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo et approuvant les statuts de sociétés.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934 autorisant la création de sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels au Togo;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels;

Vu les propositions des commandants des cercles;

Vu les projets de statuts présentés pour approbation, projets conformes aux statuts-type et aux dispositions du décret du 3 novembre 1934;

Le conseil d'administration entendu;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Il est créé une société indigène de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles dans chacun des six cercles du Territoire.

**ART. 2.** — Sont approuvés les statuts des sociétés de prévoyance des cercles de : Lomé — Anécho — Klouto — Atakpamé — Sokodé et Mango.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1935.

BOURGINE.

**Tarifs du chemin de fer**

**ARRETE N° 58 portant modifications aux tarifs du chemin de fer.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf, homologué par décision ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et les textes qui l'ont modifié, notamment les arrêtés n° 276 du 5 mai 1933 et n° 408 du 26 juillet 1934;

Vu le procès-verbal de la 1<sup>re</sup> séance du conseil consultatif du chemin de fer et du wharf en date du 25 janvier 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 1<sup>er</sup> des tarifs du chemin de fer est remplacé par la rédaction suivante :

« Les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sont les suivants :

Par voyageur et par kilomètre.

1<sup>re</sup> classe . . . . . 0 f, 50

2<sup>e</sup> classe . . . . . 0 f, 20

3<sup>e</sup> classe . . . . . 0 f, 10

Il est délivré des billets de toute gare, station ou halte pour toute gare, station ou halte ».

**ART. 2.** — L'article 43 des tarifs est remplacé par la rédaction suivante :

« Prix des billets aller et retour — Les billets d'aller et retour sont délivrés aux prix suivants calculés sur le parcours d'aller :

Par voyageur et, par kilomètre.

1<sup>re</sup> classe . . . . . 0 f, 75

2<sup>e</sup> classe . . . . . 0 f, 30

3<sup>e</sup> classe . . . . . 0 f, 15

**ART. 3.** — Il est créé un tarif spécial G. V. n° 9. Tarif spécial G. V. n° 9.

*Voyageurs de 3<sup>e</sup> classe empruntant certains trains.*

Les billets de 3<sup>e</sup> classe pour les voyageurs empruntant les trains de la ligne d'Anécho, les trains dits « de marché » sur les autres lignes, les trains spéciaux mis en marche à l'occasion de foires, fêtes, pèlerinage etc. . . sont établis aux prix suivants :

Par voyageur et par kilomètre :

Aller . . . . . 0 f, 075

Aller et retour . . . . . 0 f, 1125

*Conditions d'application.* — 1<sup>o</sup> — Les billets d'aller et retour sont délivrés aux conditions du tarif spécial G. V. n° 2 (même durée de validité).

2<sup>o</sup> — Les billets délivrés aux conditions du présent tarif spécial ne sont délivrés de toute gare, station ou halte d'une ligne déterminée que pour les gares, stations ou haltes de cette même ligne sous réserve que les deux gares, stations ou haltes trafiquent directement entre elles par un train ouvert au trafic considéré; il n'est pas délivré de billets directs de correspondance via Lomé aux conditions du présent tarif spécial.

**ART. 4.** — Le paragraphe (a) (voyageurs) de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 26 juillet 1934 est abrogé.

**ART. 5.** — L'article 59 des tarifs est remplacé par la rédaction suivante :

« Tout kilomètre entamé est payé comme s'il avait été parcouru en entier.

« Pour toute distance inférieure à 5 klm. la perception est faite comme pour 5 kilomètres ».



ART. 6. — Les surtaxes locales temporaires fixées par les arrêtés n° 714 du 21 décembre 1928 (pour la gare de Gbékovhé) n° 444 du 6 août 1930 (pour les gares de Lomé et Anécho) sont et demeurent supprimées.

ART. 7. — L'arrêté n° 419 du 20 juillet 1931 complétant l'article 61 des tarifs du chemin de fer fixant le calcul des taxes est remplacé par la rédaction suivante :

« En trafic voyageurs, pour chaque titre constatant paiement, la somme à percevoir, compte tenu des frais supplémentaires, droits de timbre quittance etc., est arrondie :

a) Pour les sommes inférieures à 1 franc,

Aux 5 centimes supérieurs lorsque la fraction est égale ou supérieure à 2 centimes, 5 millimes et aux 5 centimes inférieurs lorsqu'elle est inférieure à 2 centimes 5 millimes.

b) Pour les sommes supérieures à 1 franc.

Aux 25 centimes supérieurs lorsque la fraction est égale ou supérieure à 12 centimes 5 millimes et aux 25 centimes inférieurs lorsqu'elle est inférieure à 12 centimes 5 millimes.

ART. 8. — Le chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1935.

BOURGINE.

### Ouverture de haltes au trafic P. V.

ARRETE N° 59 portant ouverture de haltes au trafic P. V. par wagons complets.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf, homologué par décision ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et les textes qui l'ont modifié notamment les arrêtés n° 276 du 5 mai 1933 et n° 408 du 26 juillet 1934;

Vu le procès-verbal de la 2<sup>e</sup> séance du conseil consultatif du chemin de fer et du wharf en date du 25 janvier 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouvertes à dater du 1<sup>er</sup> février 1935 au trafic P. V. par wagons complets exclusivement les haltes suivantes :

#### Ligne d'Anécho

Baguida P. V. n° 1 point kilométrique : 14,750

Baguida P. V. n° 2 point kilométrique : 16,680

Messaplaka P. V. n° 1 point kilométrique : 20,250

Messaplaka P. V. n° 2 point kilométrique : 22,060

Les distances d'application des tarifs pour ces haltes sont les suivantes :

	LOMÉ P. V.	KAINKOVHÉ	BAGUIDA	BAGUIDA P. V. N° 1	BAGUIDA PLANTATION	BAGUIDA P. V. N° 2	MESSAPLAKA P. V. N° 1	MESSAPLAKA P. V. N° 2	MESSAPLAKA	PORTO-SÉGOURO	KPÉMÉ	GOUNKOVHÉ	ANÉCHO
Lomé P. V. . . . .	—												
Kainkovhé . . . . .	11	—											
Baguida . . . . .	14	10	—										
Baguida P. V. N° 1 . . . . .	16	10	10	—									
Baguida Plantation . . . . .	18	14	11	10	—								
Baguida P. V. N° 2 . . . . .	20	10	10	10	10	—							
Messaplaka P. V. N° 1 . . . . .	21	10	10	10	10	10	—						
Messaplaka P. V. N° 2 . . . . .	23	13	10	10	10	10	10	—					
Messaplaka . . . . .	24	14	11	10	10	10	10	10	—				
Porto-Ségouro . . . . .	31	21	18	16	14	13	11	10	10	—			
Kpémé . . . . .	34	24	21	19	16	15	13	12	10	10	—		
Gounkovhé . . . . .	37	27	24	22	20	18	16	15	13	10	10	—	
Anécho . . . . .	44	34	31	29	27	25	24	22	21	14	11	10	—

Pour avoir les distances d'application de ces haltes aux gares des lignes de Palimé et d'Atakpamé, ajouter aux distances « halte-Lomé » celles de Lomé aux gares ou haltes destinataires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1935.

BOURGINE.

#### Nomination d'un sous-ordonnateur et d'un ordonnateur-matière

*ARRETE N° 60 nommant un sous-ordonnateur et un ordonnateur-matière.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant compression des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 38 du 27 janvier 1935 fixant les attributions de l'administrateur supérieur du Togo;

Vu l'arrêté n° 53 du 27 janvier 1935 créant un poste de sous-ordonnateur à Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'administrateur supérieur du Togo est nommé sous-ordonnateur pour les opérations énumérées à l'article premier de l'arrêté du 27 janvier 1935 susvisé, à effectuer sur la caisse du préposé du trésor à Lomé.

Il est nommé également ordonnateur en matière pour la tenue de la comptabilité-matière du magasin général du service local, du matériel acquis sur prestations en approvisionnement, et du matériel provenant de la liquidation des travaux neufs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1935.

BOURGINE.

#### Création d'une agence intermédiaire

*ARRETE N° 61 portant création d'une agence intermédiaire à Lomé-subdivision.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 305 en date du 12 mai 1933 portant création d'une agence spéciale à Lomé-subdivision;

Le conseil d'administration entendu;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n° 305 du 12 mai 1933 créant une agence spéciale à Lomé-subdivision.

ART. 2. — Il est créé une agence intermédiaire pour la subdivision de Lomé chargée de percevoir les droits et produits du service local ci-après : cotes dues par les indigènes et recettes diverses d'un recouvrement urgent ou d'un chiffre réduit. L'agent intermédiaire devra effectuer le versement des recettes recouvrées pendant le mois, entre les mains du préposé du trésor de Lomé au premier jour du mois.

ART. 3. — L'indemnité allouée à l'agent intermédiaire est fixée à 1.800 francs par an.

ART. 4. — Un service de menues dépenses régi par économie et destiné à permettre le paiement dans la subdivision de Lomé; de certaines dépenses présentant un caractère d'urgence, qui ne peuvent attendre les délais nécessités par le bureau du sous-ordonnancement est également institué.

A cet effet, une avance de cinquante mille francs, renouvelable dans les conditions prévues par l'article 149 du décret du 30 décembre 1912 sera consentie à l'agent intermédiaire.

Cette avance sera imputée au budget local, chapitre XVIII article 1, § 1.

ART. 5. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du premier février 1935, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1935.

BOURGINE.

#### Allocations aux chefs

*ARRETE N° 63 fixant le nombre des allocations accordées aux chefs indigènes pour services rendus pour 1934, ainsi que les noms des bénéficiaires et le montant pour chacun d'eux.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 1er mai 1933 instituant des allocations en faveur des chefs indigènes pour services rendus à l'administration française;

Sur la proposition des commandants de cercle de Lomé, Anécho, Klouto, Atakpamé, Sokodé, Sansanne-Mango;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est attribué aux chefs indigènes pour services rendus pendant l'année 1934 les allocations suivantes :

#### CERCLE DE LOMÉ

DAGADOU, chef du village de Tovégan	200 frs.
SOHOU, chef du canton de Mission-Tové	200 frs.
SEDJRO, chef du canton d'Agouévé	200 frs.
AKLASSOU, chef du canton de Bè	300 frs.
TOFFA, chef du canton d'Abobo	100 frs.
ADADO, chef du village de Baguida	300 frs.
ALAKPA, chef du canton de Noépé	300 frs.
AKOUTSA, chef du village de Badja	200 frs.
AHIABLE, chef du canton de Lébè	200 frs.
AVEKO, chef du village d'Ando	150 frs.
GANAVOU, chef du canton de Bagbé	150 frs.
APEÏ, chef du canton de Dékpo	100 frs.
DAVOUI, chef du village d'Ati	200 frs.
DORKENOO, chef du canton d'Aképe	300 frs.
KOUASSI AWOUNOR, chef du village d'Aflao Gakli	200 frs.
AKACKPO NOUDODA, chef du canton de Gamé	300 frs.
AKACKPO Baba, chef du canton de Gapé	200 frs.
HALO, chef du canton de Dalavé	100 frs.
MAGLO, chef du canton de Davié	200 frs.
PASSA, chef du canton de Tsévié	200 frs.
KODOGOU, chef du village d'Agbélouvé	200 frs.
AGBOZO, chef du canton de Bolou	200 frs.
TÉVI FOLY, chef du canton d'Adangbé	100 frs.
TOGBÉ AGBA, chef du canton de Gati	200 frs.
AVOUGLA, chef du canton de Gblainvié	100 frs.
AKPAKA, chef du canton d'Assomé	300 frs.
ATIATIOME, chef du village de Gapé	100 frs.
MAGLO, chef du village d'Agbatopé	300 frs.

#### CERCLE D'ANÉCHO

KALIPÉ, chef du village de Vogan	4.000 frs.
VIAGBO, chef du village de Tabligbo	1.000 frs.
AGBANO II, chef du village de Glidji	1.000 frs.
SMART LASSEY, chef du village de Porto-Séguro	1.500 frs.
KAGNI, chef du village d'Anfouin	500 frs.
AMOUSSOUVI, chef du village d'Aklakougan	500 frs.
DJOGBESSI, chef du village d'Afagnan Bléta	500 frs.
ABALLO, chef du village de Sikpé Adégon	200 frs.
DJOSSOUVI, chef du village de Togoville	1.000 frs.

#### CERCLE DE KLOUTO

AGBOKU, chef du canton de Kpélé	600 frs.
TSALLY, chef du canton d'Agomé	500 frs.
PATTA, chef du canton d'Agotimé	250 frs.
DOM, chef du canton de Kuma	200 frs.
AMÉGO, chef du canton de Gadjia	200 frs.
GABLA, chef du canton d'Atigba	100 frs.
HINI, chef du canton de Kakpa	200 frs.
BOKO ABOVO, chef du canton de Tafié	100 frs.
KUDOADJI, chef du canton d'Agukebu	160 frs.
ETSE, chef du canton de Tové	150 frs.
KOFFI, chef du canton de Nyobgo	140 frs.
KOMASSI, chef du canton d'Aguibo	130 frs.
BAGA, chef du canton de Lavié	100 frs.
ADJOGU, chef du canton de Kpimé	100 frs.
ADASSU, chef du canton d'Akata	100 frs.
EKLU, chef du canton d'Hanyiba	100 frs.
ADJEODA, chef du canton de Yokélé	80 frs.
ANKU, chef du canton de Kpadafé	80 frs.
FEMASSI, chef du canton d'Akplolo	80 frs.
GASSU, chef du canton de Bogo	80 frs.
AKOTO, chef du canton de Wamé	80 frs.
EDOH, chef du canton de Klonu	80 frs.
KOMISSA, chef du canton de Balavé	80 frs.
BOHI, chef du canton d'Atigbé	80 frs.
TSEPENI, chef du canton d'Assahun	80 frs.
KPETSU, chef du canton de Mayondi	60 frs.
PYOUANIE, chef du canton de Yewiépe	60 frs.
KUAKU, chef du canton de Nyivé	50 frs.
APETOKPUI, chef du village de Palimé	240 frs.
ALESSU, chef du village d'Agou Apégamé	100 frs.
AKLI, chef du village de Kolo	100 frs.
TITIPO, chef du village de Govié	100 frs.
ANYIKO, chef du village d'Amussukopé	100 frs.
PASSUGLO, chef du village de Tutu	100 frs.
DJAKPATI, chef du village de Kumawu	100 frs.
Tsomojo, chef du village d'Agbessia	80 frs.
ADJOTOVOSSI, chef du village d'Elé	80 frs.

#### CERCLE D'ATAKPAMÉ

COMEDIAN, chef du canton de Nuatja	1.200 frs.
ATCHIKITI, chef du canton d'Atakpamé-Niania	1.000 frs.
IHOU ATTIGBÉ, chef du canton d'Akpóssou-Sud	800 frs.
FRICO DABIDA, chef du canton d'Akpóssou-Nord	500 frs.
AFOCE, chef du canton de Kpéssi	500 frs.
ANONENE, chef du canton d'Akébou	400 frs.
DUNTCHOU, chef du canton d'Atakpamé-Djama	250 frs.
ACKOUTCHE, chef du canton de Woudou	250 frs.
GNAKOUAFRE, chef du canton d'Adélé	200 frs.

#### CERCLE DE SOKODÉ

TIAGODEMOU, chef supérieur des Cocolis	1.200 frs.
--	------------

PALANGA, chef supérieur des Cabrais . . .	700 frs.
BANTE, chef du canton de Bassari . . .	300 frs.
TAKASSI, chef du canton de Kabou . . .	300 frs.
ISSAKA, chef du canton de Tchamba . . .	625 frs.
BANGANA, chef du canton de Bafilo . . .	300 frs.
BANGANA ASSANTE, chef du canton de Kri- kri . . .	200 frs.
DJIOUA, chef du canton de Kodjéné . . .	200 frs.
YERIMA, chef du canton de Dako . . .	200 frs.
ASSI, chef du canton de Pjia . . .	100 frs.
MOUSSA TIALIMAN, Iman de Dédauré . . .	200 frs.
DALARE, chef du canton de Nawaré . . .	200 frs.
KOUNDO, chef du canton de l'Oti . . .	125 frs.
NADA, chef du canton de Kidjaboun . . .	100 frs.
ONYAMBO, chef du canton de Katchamba . . .	100 frs.
LEKI, chef du canton de Bapuré . . .	75 frs.
TIARE, chef du canton de Guérin-Kouka . . .	75 frs.

## CERCLE DE MANGO

TIEM, chef supérieur des Gourmas . . .	1.000 frs.
KOLANI, chef supérieur des Mobas . . .	700 frs.
GATZAROS, chef supérieur des Lambas . . .	700 frs.
NAMBIEMA, chef supérieur des Mango . . .	500 frs.
SAMBIANI, chef du canton de Bambaraka . . .	100 frs.
PATEFAO, chef du canton de Bidjenga . . .	500 frs.
KOMBATE, chef du canton de Dapango . . .	200 frs.
YOMA, chef du canton de Timbou . . .	300 frs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 janvier 1935.

BOURGINE.

## Enseignement

ARRETE No 66 fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'année 1935 le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire sont fixés comme suit :

*Ecoles régionales.* — Le nombre des écoles régionales est de deux :

Lomé :

Ecole de la rue F. Bohn . . . . . 2 classes

Sokodé :

Ecole du centre . . . . . 1 classe

*Ecoles urbaines.* — Le nombre des écoles urbaines est de dix :

Lomé :

Ecoles de la route d'Anécho . . . . . 6 classes

Ecole de la petite vitesse . . . . . 4 classes

Ecole d'Amoutivé . . . . . 3 classes

Anécho :

Ecole de Kpota . . . . . 2 classes

Ecole d'Adjido . . . . . 4 classes

Ecole de Zébévi . . . . . 5 classes

Atakpamé :

Ecole du centre . . . . . 5 classes

Palimé :

Ecole du centre . . . . . 5 classes

Sokodé :

Ecole du centre . . . . . 3 classes

Mango :

Ecole du centre . . . . . 4 classes

*Ecoles ménagères.* — Le nombre des écoles ménagères est de deux :

Lomé :

Ecole de la rue des Alliés . . . . . 4 classes

Anécho :

Ecole de Kpota . . . . . 3 classes

*Ecoles de village.* — Le nombre des écoles de village est de quinze :

*Cercle de Lomé :*

Abobo, Mission-Tové.

*Cercle d'Anécho :*

Aképe, Aklakou, Zowla.

*Cercle d'Atakpamé :*

Kpessi, Okou, Yégné.

*Cercle de Klouto :*

Agou, Daye-Apéyémé, Gudévé.

*Cercle de Sokodé :*

Bassari, Bafilo, Kabou.

*Cercle de Mango :*

Dapango.

*Ecoles populaires rurales.* — Le nombre des écoles populaires rurales est fixé à onze :

*Cercle de Lomé :*

Gamé.

*Cercle d'Anécho :*

Amégnaran.

*Cercle d'Atakpamé :*

Amlamé, Nuatja.

*Cercle de Klouto :*

Daye-Akakpa, Kpadafé, Kouma.

*Cercle de Sokodé :*

Lama-Kara, Paratazou.

*Cercle de Mango :*

Nakitindé-Laré, Kandé.

ART. 2. — Le nombre des centres scolaires est fixé à trois :

*Le centre scolaire de Lomé.* — Qui comprend les écoles des cercles de Lomé et d'Anécho.

*Le centre scolaire d'Atakpamé.* — Qui comprend les écoles des cercles d'Atakpamé et de Klouto.

*Le centre scolaire de Sokodé.* — Qui comprend les écoles des cercles de Sokodé et de Mango.

ART. 3. — Par mesure transitoire, les écoles urbaines d'Anécho (Zébévi), Palimé, Atakpamé et Mango sont autorisées en 1935 à présenter à l'examen du certificat d'études primaires les élèves qui ont déjà fréquenté le cours moyen pendant une année.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 janvier 1935.

BOURGINE.

**Taxe sur les cacaos**

*ARRETE N° 67. portant versement du produit de la taxe spéciale sur les cacaos originaires du Togo et exportés à destination de la métropole, au compte hors budget « recettes à classer au service local ».*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 5 novembre 1933 autorisant les colonies, pays de protectorat et territoires sous le mandat français à établir sur les cacaos exportés à destination de la France une taxe spéciale de 90 francs par 100 kilos au profit du budget local;

Vu l'arrêté du 15 décembre 1933 instituant une taxe spéciale sur les cacaos originaires du territoire du Togo exportés à destination de la Métropole;

Vu l'arrêté en date du 26 juillet 1934 modifiant l'article 3 de l'arrêté du 15 décembre 1933 susvisé;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — La consignation de la taxe spéciale perçue sur les cacaos originaires du territoire du Togo prescrite par l'article 4 du décret du 5 novembre 1933 susvisé sera effectuée à la caisse des dépôts et consignations.

ART. 2. — Les remboursements seront effectués sur certificat du chef de service des douanes constatant l'ouverture du droit au remboursement ou à l'apurement de tout ou partie des sommes consignées.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1935, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 janvier 1935.

BOURGINE.

**Sociétés de prévoyance**

*ARRETE N° 68 fixant pour 1935 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934, autorisant la création des sociétés indigènes de prévoyance, de secours, et de prêts mutuels agricoles au Togo;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours, et de prêts mutuels agricoles;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1935, portant création des sociétés indigènes de prévoyance, de secours, et de prêts mutuels agricoles au Togo et approuvant les statuts de ces sociétés;

Vu les propositions des commandants des cercles;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo sont fixés ainsi qu'il suit pour l'année 1935 :

Cercle de Lomé . . . . .	2 f, 50
Cercle d'Anécho, Atakpamé et Klouto . . . . .	2 f,
Cercle de Sokodé . . . . .	1 f,
Cercle de Sansanné-Mango . . . . .	0 f, 50

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 janvier 1935.

BOURGINE.

**Suppression de dispensaire****ARRETE** N° 69, *supprimant le dispensaire d'Akaba.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 11 août 1921, réglementant le fonctionnement des services sanitaires et médicaux au Togo;

Sur la proposition du chef du service de santé;

**ARRETE:**ARTICLE PREMIER. — Le dispensaire d'Akaba (cercle d'Atakpamé) est supprimé à compter du 1<sup>er</sup> mars 1935.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 4 février 1935.

BOURGINE.

**Conseil d'administration****DECISION** N° 53 *nommant un membre du conseil d'administration.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Sur la présentation du chef du service judiciaire;

**DECIDE:**ARTICLE PREMIER. — M. PIETRI, procureur de la République près le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Cotonou est nommé membre du conseil d'administration du Togo.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1935.

BOURGINE.

**Ordre de service n° 288 relatif à la bibliothèque centrale**

La bibliothèque de Lomé est placée sous le contrôle et l'autorité du chef du service de l'enseignement qui en réglera le fonctionnement, fixera les heures d'ou-

verture et les conditions dans lesquelles les prêts de livres, documents, etc. seront consentis.

Aucun livre, document de quelque nature que ce soit ne pourra sortir de la bibliothèque sans son autorisation.

Lomé, le 24 janvier 1935.

*Le Commissaire de la République,*

BOURGINE

**NOMINATIONS, MUTATIONS ETC.**

CONCERNANT LE PERSONNEL

**PERSONNEL EUROPÉEN****ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.****Réintégration**

Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. du 9 janvier 1935. — M. CACAVELLI Félix, surveillant principal après 36 mois du cadre commun supérieur des travaux publics, détaché hors cadres au Togo, est réintégré dans les cadres de l'A. O. F. pour compter de la veille du jour de son embarquement pour la colonie, à l'expiration du congé administratif dont il est titulaire.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****Suppression d'emploi**

Par décision du :

26 janvier 1935. — M<sup>me</sup> THIVOLLE, dame sténo-dactylographe, est licenciée pour suppression d'emploi, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1935.**Affectations**

Par décisions des :

23 janvier 1935. — M. LE ROLLE, administrateur de 2<sup>e</sup> classe des colonies, chef de cabinet du Commissaire de la République est nommé secrétaire archiviste du conseil d'administration du Togo.M. CHAMPION, instituteur de 1<sup>re</sup> classe est nommé directeur du centre scolaire de Lomé et du cours complémentaire, en remplacement de M. KUTSCHENRITTER, instituteur principal hors classe, partant en congé.

M. CHAMPION est chargé cumulativement des cours de perfectionnement hebdomadaires et d'adultes de Lomé.

M<sup>me</sup> IMBERT, institutrice principale de 1<sup>re</sup> classe, est nommée directrice de l'école européenne de Lomé.

M. COMBES René, instituteur de 3<sup>e</sup> classe du cadre supérieur de l'enseignement du Togo, retour de congé, est nommé directeur des écoles officielles du cercle d'Anécho.

M. COMBES sera chargé cumulativement des cours de perfectionnement hebdomadaires et d'adultes du cercle d'Anécho.

M. BARBERO, élève-administrateur des colonies en service au bureau des finances est mis à la disposition de M. l'administrateur en chef des colonies, commandant le cercle de Lomé.

M. BARRÈRE François, brigadier de 2<sup>e</sup> classe des douanes, attendu à Lomé par s/s *Foucauld* du 23 janvier 1935, est mis à la disposition du chef du service des douanes.

M. JOGUET Frédéric, chef ouvrier d'art de 2<sup>e</sup> classe des chemins de fer, attendu à Lomé par s/s *Foucauld* du 23 janvier 1935, est mis à la disposition du chef des services des travaux publics, des chemins de fer et du wharf.

M. MASSU, lieutenant d'infanterie coloniale attendu à Lomé par s/s *Foucauld* du 23 janvier 1935, est mis à la disposition du capitaine commandant les forces de police du Togo.

24 janvier 1935. — Sont détachés à Porto-Novo pour assurer le service du Commissaire de la République du Togo les fonctionnaires et agents dont les noms suivent :

#### *Cabinet :*

M. CONSO, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils du Togo.

M<sup>me</sup> CONSO, secrétaire sténo-dactylographe.

#### *Section des affaires politiques, des affaires économiques et de l'administration générale :*

M. M. FOURSARD, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe, DEMONIO, élève-administrateur.

#### *Bureau des finances :*

M. M. PACHOUX, administrateur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe, BERARD, administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe, MILLELIRI, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils du Togo,

VIALE, commis de 1<sup>re</sup> classe des services civils du Togo,

FRÉAU MAX, commis de 1<sup>re</sup> classe des services civils du Togo.

Sont mis à la disposition de M. l'administrateur supérieur du Togo :

#### *Bureau de l'administrateur supérieur :*

M. M. PIC, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe, GAUDONVILLE, adjoint principal de 1<sup>re</sup> classe des services civils du Togo.

#### *Bureau du sous-ordonnement :*

M. M. RIBEIL, adjoint principal de 3<sup>e</sup> classe des services civils du Togo,

JAGU, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils du Togo,

DE GUISE, commis après 18 mois des services civils de l'A. O. F.,

CATHELIN, agent comptable des travaux publics du Togo.

M. LESTRADE, administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies, conserve les fonctions intérimaires de receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, de conservateur de la propriété foncière et de curateur aux successions et biens vacants qui lui ont été confiées par décision du 12 novembre 1934.

Il est en outre chargé, sous l'autorité de l'administrateur supérieur, de la préparation du rapport à la société des nations, pour l'année 1934.

M. AUBER, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé adjoint au commandant de cercle de Lomé, en remplacement de M. GOUJON, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, qui reçoit une autre affectation.

25 janvier 1935. — M. GOUJON, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé commandant de cercle de Klouto en remplacement de M. TERRAC, adjoint des services civils, chargé de l'intérim du cercle.

M. TERRAC, adjoint des services civils, est mis à la disposition du commandant de cercle de Klouto.

26 janvier 1935. — M. DE SAINT-ALARY, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, attendu à Lomé par s/s *Baufora* du 31 janvier 1935, est nommé commandant du cercle d'Anécho en remplacement de M. PEUVERGNE, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies affecté en A. O. F.

Est détaché à Porto-Novo, à la disposition du trésorier-payeur :

#### *Trésor :*

M. DEBAX, commis principal de 1<sup>re</sup> classe de la trésorerie du Togo.

M. HORARD, chef ouvrier d'art hors classe attendu à Lomé par s/s *Baufora* du 31 janvier 1935, est mis à la disposition de M. le chef du service des travaux publics, des chemins de fer et du wharf.

La décision du 16 mars 1934 chargeant M. CATHELIN chef comptable hors classe des travaux publics de remplir certaines fonctions prévues à l'arrêté n° 642 du 27 octobre 1933 est abrogée pour compter du 24 janvier 1935.



28 janvier 1935. — M. DANTEC, adjoint de 1<sup>re</sup> classe des services civils du Togo, en service à Anécho, est nommé agent intermédiaire à Bassari en remplacement du sergent BLAZY remis à la disposition du commandant des forces de police.

30 janvier 1935. — M. SANSON, administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies, retour de congé, attendu à Lomé vers le 6 février 1935 sur s/s *Asie* est mis à la disposition de l'administrateur, commandant le cercle d'Atakpamé.

Est abrogée, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1935, la décision du 24 novembre 1933, nommant M. Conso, adjoint des services civils, garde-meubles de l'hôtel du gouvernement et billeteur pour le personnel en service au Commissariat de la République.

#### Congés — Passages

Par décisions des :

23 janvier 1935. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir 35 rue Lazare Carnot à Clamart (Seine), est accordé à M. KUTSCHENRITTER J. P., instituteur principal hors classe du Togo qui compte 24 mois 6 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Banfora*, attendu à Lomé vers le 11 février 1935.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir 35 rue Lazare Carnot à Clamart (Seine), est accordé à Madame KUTSCHENRITTER Jeanne, institutrice principale hors classe du Togo qui compte 24 mois 6 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Banfora*, attendu à Lomé vers le 11 février 1935.

Une réquisition de passage de retour par anticipation, en 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, de Lomé à Bordeaux, sur paquebot *Asie*, attendu à Lomé vers le 19 février 1935, est accordée à Madame SAINT-CRIQ et sa fille âgée de 2 ans  $\frac{1}{2}$ , famille d'un commis principal de 3<sup>e</sup> classe de la trésorerie du Togo, se rendant à Mons-en-Montois (Seine et Marne).

25 janvier 1935. — Une réquisition de passage de Lomé à Bordeaux en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, sur s/s *Foucauld*, attendu à Lomé vers le 5 février 1935, est accordée à M. HÉRAUD Gabriel, mécanicien contractuel des travaux publics ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 6 ans 4 mois 17 jours, se rendant 56 rue Bournezet à Vouziers (Ardennes).

29 janvier 1935. — Une réquisition de passage de Lomé à Marseille et de Saint-Nazaire à Pointe à Pitre (Guadeloupe) en 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, est accordée à M. ARTAXE Albert, agent comptable contractuel des chemins de fer dont le contrat n'est pas renouvelé.

M. ARTAXE s'embarquera à Lomé sur s/s *Banfora*, attendu vers le 11 février 1935.

Dans le délai d'un an à compter de la date de son débarquement, M. ARTAXE pourra prétendre à son rapatriement de Saint-Nazaire à Pointe à Pitre aux frais du budget local du Togo.

Il n'aura droit aux frais de déplacement et de transport que de Bordeaux à Saint-Nazaire.

### PERSONNEL INDIGÈNE

#### Engagement

Par décision du :

23 janvier 1935. — Le nommé Valentin KOUDJINAH, est engagé en qualité de conducteur d'automobiles auxiliaire, à solde journalière de sept francs (7 frs.), et mis à la disposition du commandant de cercle de Klouto, en remplacement du conducteur d'automobiles auxiliaire Olivier WUINOU MITRONOUGNAN, licencié.

#### Suspension de fonctions

Par décision du :

25 janvier 1935. — Le commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe MENSAH Pierre dit MESSAH, est suspendu de ses fonctions jusqu'à la fin des formalités du conseil d'enquête devant lequel il est traduit.

#### Licenciements pour suppression d'emploi

Par décisions des :

25 janvier 1935. — Sont licenciés pour suppression d'emploi à compter du 1<sup>er</sup> février 1935, les agents indigènes dont les noms suivent :

TREZISE Ignace, commis auxiliaire à 12 francs par jour, en service à l'enseignement avec une indemnité de trois cents francs (300 frs.).

LAWSON Michel, commis auxiliaire à 10 francs par jour, en service au bureau des finances avec une indemnité de trois cents francs (300 frs.).

Sont licenciés pour suppression d'emploi à compter du 1<sup>er</sup> février 1935 :

GAGNON Emile, planton auxiliaire au bureau des finances avec une indemnité de cent cinquante francs (150 frs.).

Dovonou Gaspard, planton auxiliaire au trésor avec une indemnité de cent francs (100 frs.).

26 janvier 1935. — Sont licenciés pour suppression d'emploi, les agents indigènes dont les noms suivent :

KOUËVI François, instituteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe, en service à Lama-Kara avec une indemnité de neuf cent quatre vingt-onze francs soixante-sept centimes (991 frs. 67) égale à deux mois de solde nette. Se retire à Grand-Popo (Dahomey).



QUENUM Joseph, moniteur de 3<sup>e</sup> classe de l'enseignement officiel en service à Palimé, avec une indemnité de mille trois cent quatre vingt et un francs vingt-cinq centimes (1.381 frs. 25) égale à trois mois de solde nette. Se retire à Ségboroué (Dahomey).

Le planton auxiliaire OUANGARA, en service à l'agriculture, est licencié de son emploi pour compression des effectifs à compter du 1<sup>er</sup> février 1935 avec une indemnité de trois cents francs (300 frs.). Se retire à Lama-Kara.

Le planton auxiliaire des chemins de fer BRAHIMA MESSOUNA, est licencié pour compter du 1<sup>er</sup> février 1935 avec une indemnité de cent francs (100 frs.).

28 janvier 1935. — Le planton auxiliaire BABALEDI MALO, en service au trésor, est licencié de son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> février 1935 avec une indemnité de cent francs (100 frs.).

29 janvier 1935. — Est licencié de son emploi, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1935, l'agent auxiliaire FUMEY Hermann, en service au bureau des finances, avec une indemnité de cent cinquante francs (150 frs.).

#### Démission

Par décision du :

21 janvier 1935. — Est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> février 1935, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire des douanes PREUSS Georges.

#### Sanctions disciplinaires

Par arrêtés des :

26 janvier 1935. — Le facteur enregistreur de 1<sup>re</sup> classe DONYON Grégoire, est révoqué de son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1934, pour faute professionnelle grave.

Le mécanicien de 7<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo AKAKPO Emmanuel, est révoqué de son emploi pour indiscipline, paresse et mauvaise manière habituelle de servir.

5 février 1935. — Le commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe MENSAH Pierre dit MESSAH, est révoqué de ses fonctions.

Le commis d'administration principal de 2<sup>e</sup> classe Dossou Augustin, est rétrogradé à la 3<sup>e</sup> classe de son grade.

Le commis d'administration principal de 4<sup>e</sup> classe GBEDEY Robert, est rétrogradé à la 5<sup>e</sup> classe de son grade.

Par décisions des :

23 janvier 1935. — Une punition de 8 jours de suspension de solde est infligée au planton de 6<sup>e</sup> classe TOGBÉ Daniel, en service au cabinet, pour mauvaise manière de servir.

26 janvier 1935. — Une punition de 8 jours de suspension de solde est infligée à l'ouvrier de 8<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo SONJI Paulin, en service au matériel et traction pour le motif suivant :

« Négligence grave dans son service ».

#### Affectations

Par décisions des :

21 janvier 1935 -- La sage-femme auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe d'ALMEIDA Anna, en service à la subdivision sanitaire de Palimé, est affectée à Atakpamé pendant la durée du congé de M<sup>me</sup> SEGLA Anna.

24 janvier 1935. — Sont détachés à Porto-Novo pour assurer le service du Commissariat de la République du Togo les agents dont les noms suivent :

#### CABINET

M. M. MESSAN Georges, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,

QUASHIE William, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe.

*Section des affaires politiques, des affaires économiques et de l'administration générale :*

M. M. GRAGUIDI Léonard, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe,

CREPPY Charles, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe.

#### BUREAU DES FINANCES :

M. M. TITUS Théophile, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe,

ZAMBA François, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe,

GRIKPI Norbert, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,

d'ALMEIDA Félicien, commis contractuel,

LASSEY COMBÉVI, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe,

BRENNER Marcellin, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe,

GOEH Clément, commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe,

Dossou Augustin, commis d'administration principal de 2<sup>e</sup> classe,

KOUKOU Félix, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,

ATTIOGBE AZAKPO Joseph, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe,

FUMEY Emmanuel, dactylographe auxiliaire,

MENSAH Laurent, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe,

MABOUDOU Joseph, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,

NOBIME Célestin, commis auxiliaire.

Sont mis à la disposition de M. l'administrateur supérieur du Togo.

**BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR :**

M. DEGBOE Gaspard, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe.

**BUREAU DU SOUS-ORDONNANCEMENT :**

M.M. GBEDEY Robert, commis d'administration principal de 4<sup>e</sup> classe,

D'ALMEIDA Hubert, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,

MESSAH Moïse, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe,

JOHNSON André, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,

DE SOUZA Théodore, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,

KOUE Herman, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,

M.M. TOSOU ABALO, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,

JOHNSON Nicolas, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe,

DJELOU Michel, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe,

ADJEVI Symphorien, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe,

AJAVON Adolphe, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe,

D'ALMEIDA Joseph, commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe,

ABOKI Walter, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe,

BRYM Daniel, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe,

ATAYI Jonathan, commis auxiliaire 2<sup>e</sup> échelon.

25 janvier 1935. — Les agents indigènes dont les noms suivent reçoivent les affectations ci-dessous indiquées :

**BUREAU DES FINANCES :**

SANVEE Emmanuel, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe en service au cercle de Klouto.

**SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT :**

KPOTI Ebenezer, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe en service au cabinet du Commissaire de la République.

L'aide-ouvrier des chemins de fer de la Guinée Française CAMARA MOHO, chauffeur au gouvernement, est mis à la disposition du Commissaire de la République à Porto-Novo.

Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel indigène :

Le planton auxiliaire AMEGNAN Vincent, est mis à la disposition de l'administrateur supérieur.

Le planton de 6<sup>e</sup> classe TOGBE Daniel est affecté au bureau du sous-ordonnement.

Les agents indigènes dont les noms suivent sont affectés :

*à la disposition de l'administrateur supérieur :*

BOUNDJOU BASSARI, mécanicien conducteur d'automobiles de 1<sup>re</sup> classe;

*au garage central :*

LAWSON LATÉVI LATÉKOÉ, mécanicien conducteur d'automobiles de 1<sup>re</sup> classe.

26 janvier 1935. — Est détaché à Porto-Novo, à la disposition du trésorier-payeur, GNASSOUNOÛ Pierre, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe du cadre du Togo.

Le brigadier planton de 1<sup>re</sup> classe ACHADE Pierrôt en service au cabinet du Commissaire de la République, est mis à la disposition du chef du service de l'agriculture, en remplacement du planton auxiliaire OUANGARA licencié.

Le planton auxiliaire Assou Mathias, en service au cabinet du Commissaire de la République au Togo, est mis à la disposition du chef des services des travaux, des chemins de fer et du wharf.

28 janvier 1935. — Le planton de 5<sup>e</sup> classe GNIMAVO AMOUSSOU, précédemment en service au bureau des affaires économiques, est mis à la disposition du préposé du trésor de Lomé, en remplacement du planton BABALEDDJI MALO licencié.

5 février 1935. — Le mécanicien conducteur de 5<sup>e</sup> classe AZOUMA Pierre, en service au garage central, est mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé pour être affecté à la subdivision sanitaire dudit cercle en remplacement du mécanicien conducteur auxiliaire GAGNON Gérard, licencié.

**Congés**

Par décisions des :

21 janvier 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 25 janvier au 23 février 1935 inclus, au facteur enregistreur de 1<sup>re</sup> classe JACOB Paul, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 1<sup>er</sup> février au 2 mars 1935 inclus, au facteur de 6<sup>e</sup> classe des P. T. T. EKLOUVI Bernard, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire;

15 jours, du 25 janvier au 8 février 1935 inclus, au garde-frontière de 2<sup>e</sup> classe RICHARD ADJALLE, de la brigade de Lomé, pour en jouir au Territoire;

15 jours, du 15 février au 1<sup>er</sup> mars 1935 inclus, au garde-frontière de 3<sup>e</sup> classe OLOUKOUNLE Pierre, en service à Batomé, pour en jouir à Zagnanado, (Dahomé).

Un congé de maternité de deux mois, avec traitement, du 28 janvier au 28 mars 1935 inclus, est accordé à l'infirmière de 4<sup>e</sup> classe VIGNON Justine née KIELWASSER, en service à la subdivision sanitaire de Palimé, pour en jouir à Palimé.

Un congé de maternité de deux mois, avec traitement, du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> avril 1935 inclus, est accordé à madame SEGLA Anna, née ECOLE, sage femme-auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe stagiaire de l'A. O. F., en service à Atakpamé, pour en jouir à Lomé.

29 janvier 1935. — Un congé de maternité d'un mois avec traitement, du 25 janvier au 25 février 1935 inclus, est accordé à l'infirmière-visiteuse contractuelle JOHNSON Antoinette, en service à Lomé, pour en jouir à Lomé.

#### Indemnités

Par décisions des :

25 janvier 1935. — Sont accordées les indemnités de licenciement suivantes aux ex-agents indigènes ci-dessous indiqués :

KOUVI Michel, ex-mécanicien de T. S. F. licencié pour suppression d'emploi . . . . . 500 francs payable en deux fois le 1<sup>er</sup> février et le 1<sup>er</sup> mars 1935.

ROLLAND François, ex-opérateur de T. S. F. licencié pour suppression d'emploi . . . . . 200 francs

26 janvier 1935. — Les indemnités de licenciement ci-après sont accordées aux agents indigènes dont les noms suivent :

DJONDO Alphonse, comptable . . . . .	300 francs
GOMEZ Joseph, peintre . . . . .	300 —
HOUNKPATI Alex, téléphoniste . . . . .	150 —
KOUASSI Jacques, archiviste . . . . .	100 —

#### FORCES DE POLICE

##### 1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :

##### Engagements

Par arrêté du :

29 janvier 1935. — Sont engagés pour 1 an, après stage d'un an accompli, les miliciens dont les noms suivent, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1935 :

##### Comme sergent :

MAMADOU KAMARA, sergent stagiaire catégorie A. Mle M/335 A.S. de la P.C. Lomé.

##### Comme caporal :

MAMADOU MAÏGA, caporal stagiaire catégorie A. Mle M/341 A.S. de la P.C. Lomé.

VIPODJEROUN, caporal stagiaire catégorie A. Mle M/340 A.D. de la P.C. Lomé.

##### Comme 1<sup>re</sup> classe :

SERO, 1<sup>re</sup> classe stagiaire catégorie A. Mle M/337 A.D. de la P.C. Lomé.

OUSSAÏNI, 1<sup>re</sup> classe stagiaire catégorie A. Mle M/339 A.S. de la P.C. Lomé.

BIO YANDÉ, 1<sup>re</sup> classe stagiaire catégorie A. Mle M/338 A.S. de la P.C. Lomé.

##### Comme 2<sup>e</sup> classe :

ALI, 2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A. Mle M/342 A.D. de la P.C. Lomé.

OUMAROU, stagiaire catégorie A. Mle M/354 A.S. de la P.C. Lomé.

DASIO Firmin, stagiaire catégorie A. Mle M/356 A.D. de la P.C. Lomé.

MEGNISSE, 2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A. Mle M/346 A.D. de la P.C. Lomé.

KOUNOKO, stagiaire catégorie A. Mle M/355 A.D. de la P.C. Lomé.

AMOUSSOU, stagiaire catégorie A. Mle M/352 A.D. de la P.C. Lomé.

TOSSA, stagiaire catégorie A. Mle M/353 A.D. de la P.C. Lomé.

MOUSSA, 2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A. Mle M/343 A.S. de la P.C. Lomé.

HOGBONOUTO, 2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A. Mle M/345 A.D. de la P.C. Lomé.

FALLANI, 2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A. Mle M/344 A.D. de la P.C. Lomé.

SOALLE, stagiaire catégorie A. Mle M/348 A.S. de la P.C. Lomé.

BAOUA, stagiaire catégorie A. Mle M/350 A.S. de la P.C. Lomé.

GUIDOTE, stagiaire catégorie A. Mle M/351 A.D. de la 4<sup>e</sup> section Anécho.

#### Licenciement

Est licencié pour compter du 1<sup>er</sup> février 1935, pour « mauvaise conduite habituelle », le stagiaire catégorie B. KONDROU Bernard, N° Mle M/358 B.T. de la P.C. Lomé.

#### Mutations

a) Est admis à passer dans la garde indigène et rayé des contrôles de la compagnie de milice, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1935, le stagiaire catégorie B. WILSON Pierre, N° Mle M/388 B.T. de la P.C. Lomé.

b) Sont affectés pour compter du 1<sup>er</sup> février 1935 :

##### A la compagnie de milice Lomé :

BAMA, sergent, N° Mle M/197 A.T. de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho.

##### A la 4<sup>e</sup> section milice Anécho :

DAOHILA, sergent, N° Mle M/225 A.C. de la P.C. Lomé.

**Agrément de stagiaires**

Sont agréés pour compter du 1<sup>er</sup> février 1935 :

*Comme 1<sup>re</sup> classe stagiaire catégorie A. :*

BOUKARY, ex-caporal de T.S.

*Comme 2<sup>e</sup> classe stagiaire catégorie A. :*

OUMAROU II, ex-tirailleur 1<sup>re</sup> classe.

*Comme stagiaire catégorie A. :*

Esso, ex-tirailleur 2<sup>e</sup> classe.

*Comme stagiaire catégorie B. :*

SONDO,

MAMADOU CHABI,

AHAMADAH Alphonse.

**2<sup>e</sup> — Garde indigène :**

**Rengagements**

Sont rengagés pour un an à compter du :

3 février 1935. — MOSSI KONATÉ, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 806, du peloton de Sokodé.

7 février 1935. — RABO DIATÉMA, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 809, du peloton de Lomé.

LALÉ, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 811, du peloton d'Anécho.

12 février 1935. — LEGBA HOUNVODJI, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 857, du détachement police Lomé.

13 février 1935. — ALLOU, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 990, du peloton de dépôt.

14 février 1935. — KOUASSI, garde 1<sup>re</sup> classe, Mle 724, du détachement police Lomé.

15 février 1935. — ENGLISH, garde 1<sup>re</sup> classe, Mle 667, du peloton de Lomé.

Sossou Emile, garde 1<sup>re</sup> classe, Mle 935, du détachement police Lomé.

AHIAPPOR Jean, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 934, du détachement police Lomé.

**Congés — Permissions**

a) Est annulée la permission accordée par arrêté n° 23 du 14 janvier 1935 au garde de 2<sup>e</sup> classe KERIM, Mle 813, du peloton de Klouto.

b) Un congé de 30 jours avec solde de présence, délais de route non compris, est accordé :

Au brigadier de 2<sup>e</sup> classe DOUGA, Mle 964, du peloton d'Atakpamé, pour en jouir à Niamtougou Sokodé, (du 1<sup>er</sup> février au 2 mars 1935).

Au garde de 2<sup>e</sup> classe KERIM, Mle 818, du peloton de Klouto, pour en jouir à Sokodé, (du 14 mars au 12 avril 1935).

La gratuité de transport est en outre accordée aux intéressés et à leur famille.

c) Une permission de 45 jours avec solde de présence, délais de route non compris, sans la gratuité de transport, valable du 1<sup>er</sup> février au 17 mars 1935, est accordée au garde de 1<sup>re</sup> classe ABOUTAMA, Mle 953, du peloton de Klouto, pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

ABOUTAMA, ayant été muté par arrêté n° 23 du 14 janvier 1935, rejoindra son poste d'affectation à l'expiration de sa permission.

**Licenciements**

Sont licenciés pour fin de contrat à compter du :

1<sup>er</sup> février 1935. — BLACKMAN II, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 891, du peloton de Lomé.

6 février 1935. — DAGO, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 817, du peloton de Lomé.

1<sup>er</sup> mars 1935. — TEATCHI, garde 1<sup>re</sup> classe, Mle 670, du peloton de Sokodé.

12 mars 1935. — AMIDOU TAGBA, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 742, du peloton de Sokodé.

**Mutations**

a) Est admis dans la garde indigène, comme garde de 2<sup>e</sup> classe, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, et pour compter du 1<sup>er</sup> février 1935, l'ex-stagiaire catégorie B. WILSON Pierre, Mle M/388 B.T. de la P.C. Lomé.

Le garde de 2<sup>e</sup> classe WILSON Pierre, Mle 1021 est affecté le dit jour au détachement de police Lomé.

b) Sont affectés pour compter du 1<sup>er</sup> février 1935 :

*Au peloton de dépôt Lomé :*

SAMA TOHAO, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 345, du peloton de Klouto.

*Au peloton de Klouto :*

KOUTCHE, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 1007, du peloton de dépôt.

**COMMISSIONS**

Par décisions des :

21 janvier 1935. — Une commission composée de :  
M.M. DE GUISE René, adjoint technique des travaux publics . . . . . *Président*

STOLL, chef du garage central,  
JAGU, comptable gestionnaire du magasin général, } *Membres*

se réunira sur la convocation de son président en vue de procéder au recensement de fin d'année du matériel, matières et objets du garage central de Lomé.

25 janvier 1935. — Une commission composée de :  
M.M. TOGUÉ Louis, chef du service des douanes p.i. . . . . *Président*

ASTIER Arthur, brigadier des douanes,  
PERRET, adjoint principal de 1<sup>re</sup> classe S. C. du Togo, } *Membres*

se réunira sur la convocation de son président à l'effet d'établir le tableau d'avancement du cadre des gardes-frontières (année 1935).

**COMMISSIONS D'ENQUÊTE**

Par arrêtés des :

23 janvier 1935. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. MOAL Henry, administrateur-adjoint  
de 1<sup>re</sup> classe des colonies . . . . . *Président*

LESCELLIER Bienaimé, contrôleur des  
P. T. T. de l'A. O. F.,  
FRÉAU Max, commis de 1<sup>re</sup> classe des  
services civils du Togo,  
KAGNI Karl, commis de 1<sup>re</sup> classe  
des P. T. T.,  
BOCCOVI Ambroise, commis de 3<sup>e</sup> classe  
des P. T. T.,

*Membres*

se réunira sur la convocation de son président à l'effet  
de donner son avis sur le cas du commis de 4<sup>e</sup> classe  
des P. T. T. KPOUSSOU Bertin.

Une commission d'enquête composée de :

M.M. MOAL Henry, administrateur-adjoint  
de 1<sup>re</sup> classe des colonies . . . . . *Président*

LESCELLIER Bienaimé, contrôleur des  
P. T. T. de l'A. O. F.,  
FRÉAU Max, commis de 1<sup>re</sup> classe des  
services civils du Togo,  
ADJIVON Séverin, commis d'adminis-  
tration principal de 6<sup>e</sup> classe,  
KAGNI Karl, commis de 1<sup>re</sup> classe  
des P. T. T.,

*Membres*

se réunira sur la convocation de son président à l'effet  
de donner son avis sur le cas du commis de 1<sup>re</sup> classe  
des P. T. T. ANEGA Théodore.

24 janvier 1935. — Une commission d'enquête  
composée de :

M.M. VUILLET, administrateur-adjoint de  
1<sup>re</sup> classe des colonies . . . . . *Président*

ROTH, adjoint de 1<sup>re</sup> classe des S. C.  
du Togo,  
Thomas André, instituteur de 4<sup>e</sup> classe  
du Togo,  
AGBOTON Albert, commis d'adminis-  
tration de 3<sup>e</sup> classe,  
PEREIRA Eusèbe, commis de 3<sup>e</sup> classe  
des P. T. T.,

*Membres*

se réunira sur la convocation de son président à l'effet  
de donner son avis sur le cas du commis de 6<sup>e</sup> classe  
des P. T. T. LAWSON Lazarus, à Atakpamé.

## ECOLE PROFESSIONNELLE

Par décision du :

24 janvier 1935. — Est autorisé le renouvellement du  
prêt à l'école professionnelle de la mission catholique  
de cent quatre clichés galvanos provenant du bureau  
des finances à Lomé.

Ce prêt est consenti à titre gratuit pour une durée  
de cinq années à compter du 27 août 1934.

## ENSEIGNEMENT

Par décisions des :

29 janvier 1935. — L'élève de 1<sup>re</sup> année, KOUÉVI  
FOLICOU, de l'école professionnelle de Sokodé est rayé  
sur sa demande des contrôles de cette école.

30 janvier 1934. — Les candidats dont les noms  
suivent sont admis comme élèves à l'école profession-  
nelle de Sokodé :

### Section bois :

AWANOU NAWANOU, de l'école régionale de Mango  
N'GUSSAN NAYAO, de l'école régionale de Mango  
DOVI ADOTÉ, de l'école régionale d'Anécho.

### Section fer :

Michel Martin, de l'école régionale d'Anécho.

## TARIFS DE VENTE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Par décision du :

30 janvier 1934. — Les valeurs des index entrant  
dans la formule de réajustement des tarifs de vente de  
l'énergie électrique sont fixées comme suit pour le  
premier semestre 1935 :

C° :	1.175,1919
C <sup>1</sup> :	925,266
M° :	1,724
M <sup>1</sup> :	1,556
1° :	387,50
1 <sup>1</sup> :	352,00

En application de ces coefficients, les différents tarifs  
à mettre en vigueur pendant le 1<sup>er</sup> semestre 1935, sont  
ainsi déterminés :

### 1° — Pour Lomé :

Prix du K. W. H. Lumière :	4,20
Prix du K. W. H. Force :	3,32

### 2° — Pour Anécho :

Prix du K. W. H. Lumière :	4,65
Prix du H. W. H. Force :	3,76

## AVIS AUX NAVIGATEURS

N° 76. — Le gouverneur de la Gold Coast fait  
connaître, pour communication aux navires qui esca-  
lèrent dans le port d'Accra, que le s/s *Tanganyika*  
a perdu son ancre de babord et 80 mètres de chaîne  
le 11 décembre dans la rade d'Accra, dans la position  
suivante :

Latitude : 5° 31' N.  
Longitude : 0° 12' O.

N° 77 — Le gouverneur de la Gold Coast fait connaître, pour communication aux navires qui escale-  
raient dans le port d'Accra que :

1° — La bouée signalant l'épave du *Nembe* dans la rade d'Accra, a été replacée dans la position suivante :

Latitude : 5° 31' N.

Longitude : 0° 12' O.

*Orientation :*

Mât du pavillon du Christiansborg Castle . . . 38°

Flèche de l'Eglise de la Trinité . . . 333°

Extrémité du Brise-Lames . . . 308°

Phare . . . 296°

2° — La bouée signalant la gabare naufragée dans la rade d'Accra a été également replacée dans la position suivante :

Latitude : 5° 31' N.

Longitude : 0° 12' O.

*Orientation :*

Phare . . . 315°

Extrémité du Brise-Lames . . . 347°

## DOMAINES

### Avis de bornage

Le mardi 19 mars 1935 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé. (cercle de Klouto), consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, portant trois constructions en terre de barre, couvertes en tôles, à usage d'habitation, d'une contenance de 5 ares 89 centiares, et borné au nord par terrain à Akuavi Armattoo, à l'est par terrain domanial, au sud par terrain à Porporty, à l'ouest par un passage, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Akosiwa August, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Palimé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 27 décembre 1934, n° 959.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

LESTRADE.

**ÉTAT des mouvements de la Navigation du Port de Lomé**  
pendant le mois de Janvier 1935

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>1-Amérique</b> Pte. Noire-Bordeaux	Français	2. 1. 35	2. 1. 35	4.867	142	—	6.984
<b>2-Brazza</b> Bordeaux-Pte. Noire	—do—	—do—	—do—	6.086	136	2.703	1.034
<b>3-New Columbia</b> New-York-Douala	Anglais	3. 1. 35	3. 1. 35	4.044	48	209.330	—
<b>4-Dunkwa</b> Anvers-Douala	—do—	4. 1. 35	4. 1. 35	1.996	34	2.594	—
<b>5-Touareg</b> Douala-Marseille	Français	5. 1. 35	5. 1. 35	3.122	73	0.032	400.568
<b>6-Canada</b> Marseille-Douala	—do—	6. 1. 35	6. 1. 35	5.668	163	23.531	0.093
<b>7-Alfred Jones</b> Liverpool-Kribi	Anglais	9. 1. 35	9. 1. 35	2.153	40	33.662	—
<b>8-Nestlea</b> Hull-Burutu	—do—	—do—	10. 1. 35	2.474	32	104.932	—
<b>9-Ft. de Douaumont</b> Douala-Hambourg	Français	10. 1. 35	—do—	3.142	38	—	391.482
<b>10-Montauban</b> Anvers-Pte. Noire	—do—	—do—	13. 1. 35	2.546	34	1.361.800	—
<b>11-St. Louis</b> Anvers-Pte. Noire	—do—	13. 1. 35	—do—	3.277	37	21.773	—
<b>12-Farndale</b> Liverpool-Opcbo	Anglais	16. 1. 35	16. 1. 35	2.582	33	80.899	0.033
<b>13-Dagomba</b> Sapele-Liverpool	—do—	—do—	—do—	2.100	38	13.266	13.326
<b>14-Brazza</b> Pte. Noire-Bordeaux	Français	—do—	—do—	6.086	136	0.082	23.696
<b>15-Ingo</b> Douala-Hambourg	Allemand	17. 1. 35	17. 1. 35	2.362	49	—	86.802
<b>16-Canada</b> Douala-Marseille	Français	18. 1. 35	18. 1. 35	5.668	163	3.197	266.010
<b>17-Muirton</b> Pte. Noire-Marseille	—do—	19. 1. 35	19. 1. 35	3.112	44	—	497.684
<b>18-Godfrey Holt</b> Kribi-Liverpool	Anglais	20. 1. 35	20. 1. 35	2.180	37	—	208.740
<b>19-Bougainville</b> Dunkerque-Douala	Français	—do—	—do—	4.362	41	221.577	—
<b>20-Mzaskerk</b> Hambourg-Douala	Hollandais	21. 1. 35	21. 1. 35	2.447	66	68.428	16.246
<b>21-Hoggar</b> Marseille-Douala	Français	—do—	—do—	3.109	73	19.595	—
<b>22-Robert Holt</b> Liverpool-Warri	Anglais	—do—	—do—	1.797	39	62.737	0.039
<b>23-Foucauld</b> Bordeaux-Pte. Noire	Français	23. 1. 35	23. 1. 35	6.599	133	2.498	1.117
<b>24-Carnia</b> Durban-Trieste	Italien	24. 1. 35	24. 1. 35	3.378	43	—	50.275
<b>25-Hoggar</b> Douala-Marseille	Français	29. 1. 35	29. 1. 35	3.109	73	0.046	236.653
<b>26-Banfora</b> Marseille-Douala	—do—	31. 1. 35	31. 1. 35	5.868	139	10.855	—

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>27-Robert Holt</b> Warri-Liverpool	Anglais	31. 1. 35	31. 1. 35	1.797	39	—	311.853
<b>28-Cathlamet</b> Pt. Arthur-Matadi	Américain	— do —	— do —	3.635	33	66.198	—
<b>29-Ouème</b> Marseille-Pte. Noire	Français	— do —	en rade	2.417	45	411.395	—

Lomé, le 1<sup>er</sup> Février 1935.

Le Chef du Service des Douanes p. i.

Toqué



# BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

DÉCEMBRE 1934

## Climatologie <sup>(1)</sup>

16 février 1935

JOURNAL OFFICIEL DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

125

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			PAGOUDA			MANGO			DAPANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Temp	Hygr.	
1	12,1	26,2	82	94,3	26,0	83	74,7	27,6	71	85,6	26,0	70	64,6	26,4	82	68,1	26,2		63,0	27,8	52	98,5	27,0	50		51	
2	11,1	27,1		93,9	24,8	82	74,6	27,4	74	83,4	27,1	79	64,3	20,9	83	65,8	26,7	57	63,5	28,3	48	97,4	28,3	53		35	
3	11,1	28,1		94,6	27,3	79	74,2	27,8	62	85,3	27,7	82	64,5	20,7	78	63,9	25,4		64,5	27,6	31	97,0	27,5	48	26,0	36	
4	12,8	28,6	83	94,9	25,5	86	74,1	25,4	78	86,0	26,4	82	64,0	23,4	80	60,7	25,5		63,1	28,4	32	98,2	26,8	37	27,2	30	
5	12,9	28,6	85	96,2	23,4	87	74,0	20,7	71	86,0	23,8	84	65,1	25,4	84	67,8	24,7		65,0	28,1	30	98,5	27,0	34	27,9	32	
6	13,1	25,3	88	95,7	25,2	89	75,1	26,5	80	87,3	26,5	77	65,9	26,8	76	68,3	27,3		66,5	27,0	40	99,7	27,1	31	28,1	33	
7	13,3	26,2	79	96,6	25,0	78	73,4	26,2	80	87,4	26,2	78	66,3	25,9	82	68,2	27,2		67,3	26,5	11	99,0	25,5	43	26,2	37	
8	12,9	27,1	65	98,0	25,4	72	73,7	25,2	86	86,7	26,8	61	65,1	26,4	43	66,3	25,4	65	66,2	26,0	40	99,1	25,6	40	27,1	38	
9	11,9	26,0	83	94,3	25,1	68	76,1	24,2	49	86,1	25,7	61	63,8	26,6	55	66,7	24,8	67	65,7	26,8	32	98,1	26,0	39	26,4	35	
10	11,7	26,2	79	94,9	25,3	83	74,0	24,4	80	86,0	24,9	75		25,1	73		25,1	71	65,1	25,6	42	98,7	26,2	42	24,5	33	
11	11,8	26,0	84	94,9	25,8	83	74,5	25,5	70	86,9	26,3	70	63,4	27,0	73	66,2	24,6	60	65,0	27,5	38	98,7	25,6	43	28,5	39	
12	13,5	24,0	92	90,1	23,2		74,6	21,3	87	87,2	23,7	94	63,1	23,6	94	67,3	25,3	59	65,9	27,2	39	99,3	26,0	43	26,1	40	
13	13,0	26,8	88	93,7	25,2	73	75,4	26,3	37	86,9	26,9	67	60,3	25,3	80	67,5	26,7	68	66,7	26,6	44	99,9	27,2	33	28,4	37	
14	12,6	25,8	87	96,1	28,3	73	75,7	28,0	41	86,1	25,5	59	63,3	26,7	37	66,7	23,9		66,7	27,7	30	99,3		24	27,4	32	
15	12,2	26,3	88	93,3	26,1	83	75,5	23,7	67	87,6	26,1	66	64,2	20,0	73	66,9	26,1	70	65,4	26,7	33	99,3		37	27,4	29	
16	11,4	26,5		94,3	26,5	75	75,0	27,0	66	85,3	27,0	68	63,8	26,9	75	65,0	26,1	66	64,9	27,0	57	98,2	26,9	57	29,4	33	
17	10,7	26,8		92,2	27,1	85	74,5	23,9		85,1	27,1	82	63,4	24,5	81		26,1	61	63,7	27,3	48	97,4	27,5	39			
18	10,6	27,0	84	93,8	27,3	73	74,1	25,5	78	84,8	27,7	73	63,5	26,6	78	65,3	25,2		63,5	27,9	26	97,5	27,6	41			
19	10,1	26,0	86	93,7	28,1	74	73,8	25,6	60	84,3	26,9	72	63,1	26,6	75	64,7	25,4	55	63,7	27,0	38	97,0	27,2	38			
20	09,3	26,6	86	92,3	27,3	80	73,1	25,6	76	83,6	26,2	76	62,1	26,5	70	63,9	25,2	41	62,7	27,1	26		26,3	36			
21	09,3	26,7	80	92,7	27,0	81	73,1	26,2	80	83,5	27,7	78			75	63,9	24,8	44	62,5	27,1	41	96,5	26,7	27			
22	10,2	26,1	86	93,7	26,1	86	73,7	26,0	79	84,4	27,0	76		26,6	74	63,0	24,2	30	63,9	27,1	36	97,7	26,0	36			
23	11,3	27,4	86		26,5	83	74,3	25,7	82	85,3	27,2	70	63,1	26,4	74	65,9	26,3	42	64,5	26,3	31	97,9		44			
24	11,1	26,8	84		27,7	82	73,8	26,4	76	85,8	26,9		63,8	26,0	77	66,5	24,7	32	64,9	26,6	30	98,5	27,3	24			
25	11,4	26,9	85	93,8	26,6	86	73,9	25,8	60	86,2	27,0	73	63,8	26,7	72	67,1	24,1	45	65,3	27,1	22	98,2	27,4	17			
26	12,1	26,8	83	96,9	25,6	75	74,9	25,4	66	80,6	26,8	69	64,6	27,5	67	67,1	25,1	43	63,5	26,6	21	98,5	28,4	13			
27	11,3	27,8	84	93,3	27,1	82	74,7	26,3	61	80,3	26,6	66	64,2	27,5	61	66,3	23,7	41	63,3	27,3	20	97,0	27,8	12			
28	16,6	27,1	81	94,7	27,1	83	74,3	25,0	63	85,4	25,3	75	64,1	26,5	75	65,1	23,9	46	63,7	26,2	21	99,1	26,7	16			
29	10,7	27,3	77	94,3	28,6		74,9	23,5	47	85,6	25,9	62	63,0	25,4	42	65,5	24,0	43	63,7	25,3	23	99,1	26,6	17			
30	10,1	27,2	61	94,7	23,5		75,0	23,9	30	85,1	25,4	59	62,7	26,8	38	63,5	25,3	46	65,4	25,5	26	97,0	26,1	21			
31	09,0	25,8	81	93,9	24,5	92	74,7	24,1	60	83,0	26,7	62	62,2	25,6	56	63,1	24,2	30	64,9	25,3	24	97,8	25,6	20			
Moy.	11,8	26,5	82	94,7	26,0	81	74,6	25,6	67	85,8	26,1	73	64,2	26,3	71	66,2	26,2	53	64,9	26,9	35	98,4	26,9	34			

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %

# Pluviométrie <sup>(6)</sup>

DATES	LOMÉ	TSEVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOÉ	NUATJA	ATAKPAMÉ	KLABÉ	YEGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1		2,0	G			G	26,3				12,0			
2														
3			5,8	1,0			21,9	2,6						
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11	G			8,5	10,5	G	G							
12	36,0	11,0			0,1									
13								G						
14														
15														
16				28,0	18,0		78,7	8,5						
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
26														
27														
28														
29														
30			G											
31														
TOTAL	36,0	13,0	5,8	37,5	28,6	G	126,9	11,1	0,0	0,0	12,0	0,0	0,0	0,0

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G: Gouttes.

## PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare  
décliner toutes responsabilités à quelque titre  
que ce soit à raison des textes insérés dans  
la partie non officielle. »

## ENTREPRISES

E. BOUQUEREAU & C<sup>IE</sup>

Boîte Postale 106



**DAKAR**

# SOURCE HÉPAR

## VITTEL

remède naturel



décongestionne  
le foie  
régularise les  
fonctions biliaires

L'EAU DES HÉPATIQUES